



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 5\$60

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 3 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre	200\$
A 1.ª série	140\$	"	80\$
A 2.ª série	120\$	"	70\$
A 3.ª série	120\$	"	70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 40 818 — Aprova, para ratificação, o Acordo Internacional do Trigo de 1956, assinado em Washington a 16 de Maio de 1956.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

'Decreto-Lei n.º 40 818

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado, para ratificação, o Acordo Internacional do Trigo de 1956, assinado em Washington a 16 de Maio de 1956, cujo texto em francês e respectiva tradução são anexos ao presente decreto.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 22 de Outubro de 1956. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *Marcello Caetano* — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *João de Matos Antunes Varela* — *António Manuel Pinto Barbosa* — *Américo Deus Rodrigues Thomaz* — *Paulo Arsénio Viríssimo Cunha* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Raul Jorge Rodrigues Ventura* — *Francisco de Paula Leite Pinto* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *Henrique Veiga de Macedo*.

Accord International sur le Blé de 1956

Les Gouvernements signataires du présent Accord, Attendu que l'Accord International sur le Blé, ouvert à la signature à Washington le 23 mars 1949, a été conclu dans le but de surmonter les sérieuses difficultés causées aux producteurs et aux consommateurs par de lourds excédents comme par de graves pénuries de blé, et

Attendu que l'Accord de 1949 a été révisé et renouvelé à Washington le 13 avril 1953, et

Attendu qu'il est souhaitable que l'Accord International sur le Blé soit encore renouvelé, avec certaines modifications, pour une nouvelle période, et

Ayant décidé de conclure à cet effet le présent Accord portant révision et renouvellement de l'Accord International sur le Blé,

Sont convenus de ce qui suit:

PREMIERE PARTIE

Généralités

ARTICLE I

Objet

Le présent Accord a pour objet d'assurer des approvisionnements de blé aux pays importateurs et des marchés de blé aux pays exportateurs, à des prix équitables et stables.

ARTICLE II

Définitions

1. Aux fins du présent Accord:

«Comité Consultatif des Equivalences de Prix» désigne le Comité constitué en vertu de l'article xv.

«Boisseau» équivaut à soixante livres avoirdupois, soit 27,2155 . . . kilogrammes.

«Frais de détention» désigne les frais de magasinage, d'intérêt et d'assurance encourus par le détenteur de blé.

«C. et F.» signifie coût et fret.

«Conseil» désigne le Conseil International du Blé constitué par l'article XIII.

«Année agricole» désigne la période du 1^{er} août au 31 juillet, sauf à l'article VII, où ce terme désigne, pour l'Argentine et l'Australie, la période du 1^{er} décembre au 30 novembre, et, pour les États-Unis d'Amérique, la période du 1^{er} juillet au 30 juin.

«Comité Exécutif» désigne le Comité constitué en vertu de l'article XIV.

«Pays exportateur» désigne, suivant le contexte, soit i) le Gouvernement d'un pays figurant à l'annexe B de l'article III qui a accepté le présent Accord ou y a accédé et ne s'en est pas retiré, soit ii) ce pays lui-même et les territoires auxquels s'appliquent les droits et obligations que son Gouvernement a assumés aux termes du présent Accord.

«F. A. Q.» signifie qualité moyenne marchande.

«F. O. B.» signifie franco bord navire transocéanique, et dans le cas:

- i) du blé de France livré dans un port rhénan, franco bateau fluvial,
- ii) du blé de Suède, franc bord navire allant en mer.

«Quantité garantie» désigne, lorsque cette expression se rapporte à un pays importateur, ses achats ga-

rantis pour une année agricole donnée, et, lorsqu'elle se rapporte à un pays exportateur, ses ventes garanties pour une année agricole donnée.

«Pays importateur» désigne, suivant le contexte, soit i) le Gouvernement d'un pays figurant à l'annexe A de l'article III qui a accepté le présent Accord ou y a accédé et ne s'en est pas retiré, soit ii) ce pays lui-même et les territoires auxquels s'appliquent les droits et obligations que son Gouvernement a assumés aux termes du présent Accord.

«Frais de marché» désigne tous les frais usuels de marché et d'affrètement, ainsi que les frais du transitaire.

«Tonne métrique» ou 1000 kilogrammes équivaut à 36,743 71 boisseaux.

«Blé de l'ancienne récolte» désigne le blé récolté plus de deux mois avant le début de l'année agricole en cours par le pays exportateur intéressé.

«Territoire», lorsque cette expression se rapporte à un pays exportateur ou à un pays importateur, désigne tout territoire auquel s'appliquent les droits et les obligations que le Gouvernement de ce pays a assumés aux termes du présent Accord, conformément aux dispositions de l'article XXIII.

«Transaction» désigne, suivant le contexte, une vente pour importation dans un pays importateur, de blé exporté ou destiné à être exporté par un pays exportateur, ou la quantité de ce blé ainsi vendu. Lorsqu'il est question dans le présent Accord d'une transaction entre un pays exportateur et un pays importateur, il est entendu que ce terme désigne non seulement les transactions entre le Gouvernement d'un pays exportateur et le Gouvernement d'un pays importateur, mais aussi les transactions entre négociants et les transactions entre un négociant et le Gouvernement d'un pays exportateur ou d'un pays importateur. Dans cette définition, le terme «Gouvernement» est considéré comme désignant le Gouvernement de tout territoire auquel s'appliquent les droits et obligations que tout Gouvernement assume en acceptant le présent Accord ou en y accédant en vertu de l'article XXIII.

«Engagement non rempli» désigne, lorsqu'il s'agit d'un pays exportateur, la différence entre les quantités inscrites au compte dudit pays dans les registres du Conseil pour une année agricole donnée, conformément aux dispositions de l'article IV, et les ventes garanties de ce pays pour ladite année agricole; et, lorsqu'il s'agit d'un pays importateur, la différence entre les quantités inscrites au compte dudit pays dans les registres du Conseil pour une année agricole donnée, conformément aux dispositions de l'article IV, et telle portion de ses achats garantis pour ladite année agricole qu'il est en droit d'acheter, à un moment donné, compte tenu du paragraphe 9 de l'article III.

«Blé» désigne le blé en grain et, sauf à l'article VI, la farine de blé.

2. a) Le calcul de l'équivalent blé des achats garantis de farine de blé ou des ventes garanties de farine de blé est effectué sur la base du taux d'extraction spécifié dans le contrat entre l'acheteur et le vendeur.

b) Si un tel taux d'extraction n'est pas spécifié, soixante-douze unités en poids de farine de blé sont considérées, aux fins de ce calcul, comme équivalant à cent unités en poids de blé en grain, sauf décision contraire du Conseil.

DEUXIÈME PARTIE

Droits et obligations

ARTICLE III

Achats garantis et ventes garanties

1. Les quantités de blé figurant à l'annexe A du présent article pour chaque pays importateur représentent, sous réserve de toute augmentation ou réduction effectuées conformément aux dispositions de la troisième partie du présent Accord, les achats garantis de ce pays pour chacune des années agricoles couvertes par le présent Accord.

2. Les quantités de blé figurant à l'annexe B du présent article pour chaque pays exportateur représentent, sous réserve de toute augmentation ou réduction effectuées conformément aux dispositions de la troisième partie du présent Accord, les ventes garanties de ce pays pour chacune des années agricoles couvertes par le présent Accord.

3. Les achats garantis d'un pays importateur représentent la quantité maximum de blé que le Conseil, sous réserve de déduction du montant des transactions inscrites dans ses registres, conformément aux dispositions de l'article iv, au titre de ces achats garantis,

a) Peut demander à ce pays importateur, aux termes de l'article v, d'acheter aux pays exportateurs à des prix compatibles avec les prix minima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, ou

b) Peut demander aux pays exportateurs, aux termes de l'article v, de vendre à ce pays importateur à des prix compatibles avec les prix maxima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article.

4. Les ventes garanties d'un pays exportateur représentent la quantité maximum de blé que le Conseil, sous réserve de déduction du montant des transactions inscrites dans ses registres, conformément à l'article iv, au titre de ces ventes garanties,

a) Peut demander à ce pays exportateur, aux termes de l'article v, de vendre aux pays importateurs à des prix compatibles avec les prix maxima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, ou

b) Peut demander aux pays importateurs, aux termes de l'article v, d'acheter à ce pays exportateur à des prix compatibles avec les prix minima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article.

5. Si un pays importateur éprouve des difficultés à exercer son droit d'acheter la quantité correspondant à ses engagements non remplis à des prix compatibles avec les prix maxima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, ou bien si un pays exportateur éprouve des difficultés à exercer son droit de vendre la quantité correspondant à ses engagements non remplis à des prix compatibles avec les prix minima ainsi stipulés ou déterminés, il pourra recourir à la procédure prévue à l'article v.

6. Aux termes du présent Accord, les pays exportateurs ne sont soumis à aucune obligation de vendre du blé, à moins qu'ils ne soient requis de le faire, comme prévu à l'article v, à des prix compatibles avec les prix maxima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu

des dispositions dudit article. Aux termes du présent Accord, les pays importateurs ne sont soumis à aucune obligation d'acheter du blé, à moins qu'ils ne soient requis de le faire, comme prévu à l'article v, à des prix compatibles avec les prix minima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article.

7. La quantité de farine de blé que fournira le cas échéant le pays exportateur et qu'acceptera le pays importateur, au titre de leurs quantités garanties respectives, sera, sous réserve des dispositions de l'article v, déterminée par accord entre le vendeur et l'acheteur, pour chaque transaction.

8. Les pays exportateurs et les pays importateurs sont libres de remplir leurs engagements au titre de leurs quantités garanties par les voies du commerce privé ou autrement. Aucune disposition du présent Accord ne sera interprétée comme dispensant un négociant privé de se conformer aux lois ou règlements auxquels il est soumis par ailleurs.

9. Le Conseil peut, s'il le juge opportun, exiger qu'aucun pays importateur n'achète et qu'aucun pays exportateur ne vende, dans le cadre du présent Accord, plus de quatre-vingt dix pour cent de sa quantité garantie pour toute année agricole avant le 28 février de ladite année agricole.

Annexe A de l'article III

Achats garantis pour chaque année agricole

	Tonnes métriques	Equivalent en boisseaux
Allemagne	1.500.000	55.115.565
Arabie Saoudite	100.000	3.674.371
Autriche	100.000	3.674.371
Belgique	450.000	16.534.669
Bolivie	110.000	4.041.808
Brésil	200.000	7.348.742
Ceylan	175.000	6.430.149
Cité du Vatican	15.000	551.156
Colombie	70.000	2.572.060
Corée	60.000	2.204.623
Costa Rica	40.000	1.469.748
Cuba	202.000	7.422.229
Danemark	50.000	1.837.185
Egypte	300.000	11.023.113
Equateur	50.000	1.837.185
Espagne	125.000	4.592.964
Grèce	300.000	11.023.113
Guatemala	40.000	1.469.748
Haïti	60.000	2.204.623
Honduras	25.000	918.593
Inde	200.000	7.348.742
Indonésie	140.000	5.144.119
Irlande	150.000	5.511.557
Israël	225.000	8.267.335
Italie	100.000	3.674.371
Japon	1.000.000	36.743.710
Jordanie	10.000	367.437
Liban	75.000	2.755.778
Libéria	2.000	73.487
Mexique	100.000	3.674.371
Nicaragua	10.000	367.437
Norvège	180.000	6.613.868
Nouvelle-Zélande	160.000	5.878.994
Panama	30.000	1.102.311
Pays-Bas	700.000	25.720.597
Pérou	200.000	7.348.742
Philippines	165.000	6.062.712
Portugal	160.000	5.878.994
République Dominicaine	30.000	1.102.311
Salvador	25.000	918.593
Suisse	190.100	6.981.305
Union Sud-Africaine	150.000	5.511.557
Venezuela	170.000	6.246.431
Yougoslavie	100.000	3.674.371
	8.244.000	302.915.145

Annexe B de l'article III

Ventes garanties pour chaque année agricole .

	Tonnes métriques	Équivalent en boisseaux
Argentine	400.000	14.697.484
Australie	823.471	30.257.380
Canada	2.800.395	102.896.902
États-Unis	3.595.134	132.098.561
France	450.000	16.534.669
Suède	175.000	6.430.149
	8.244.000	302.915.145

ARTICLE IV

Enregistrement des transactions au titre
des quantités garanties

1. Le Conseil tient, pour chaque année agricole, les registres des transactions et parties de transactions sur le blé qui font partie des quantités garanties figurant aux annexes A et B de l'article III.

2. Une transaction ou partie de transaction sur le blé en grain conclue entre un pays exportateur et un pays importateur est inscrite dans les registres du Conseil au titre des quantités garanties de ces pays pour une année agricole:

- a) À condition i) que le prix ne soit ni supérieur au maximum ni inférieur au minimum stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, et ii) que le pays exportateur et le pays importateur ne soient pas convenus que cette transaction ne doit pas être imputée sur leurs quantités garanties; et
- b) Dans la mesure où i) le pays exportateur et le pays importateur intéressés ont l'un et l'autre des engagements non remplis pour cette année agricole, et où ii) la période de chargement spécifiée dans la transaction est comprise dans cette année agricole.

3. Une transaction ou partie de transaction portant sur l'achat et la vente de blé peut de plein droit être consignée dans les registres du Conseil au titre des quantités garanties des pays exportateurs et importateurs intéressés, conformément aux conditions stipulées dans le présent article, même si ladite transaction a été conclue avant que les deux pays ou l'un d'entre eux aient déposé leurs instruments d'acceptation du présent Accord.

4. Si un contrat commercial ou un accord gouvernemental sur la vente et l'achat de farine de blé stipule — ou si le pays exportateur et le pays importateur intéressés informent le Conseil qu'ils sont convenus —, que le prix de ladite farine de blé est compatible avec les prix stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, l'équivalent en blé en grain de cette farine de blé sera, sous réserve des conditions prescrites aux alinéas a) ii) e b) du paragraphe 2 du présent article, inscrit dans les registres du Conseil au titre des quantités garanties de ces pays. Si le contrat commercial ou l'accord gouvernemental ne contient pas de stipulation de cette nature, et si le pays exportateur et le pays importateur intéressés ne reconnaissent pas que le prix de la farine de blé est compatible avec les prix stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, l'un ou l'autre de ces pays

pourra, à moins qu'ils ne soient convenus que l'équivalent en blé en grain de cette farine de blé ne sera pas inscrite dans les registres du Conseil au titre de leurs quantités garanties, prier le Conseil de trancher la question. Si le Conseil, après avoir examiné cette requête, décide que le prix de ladite farine de blé est compatible avec les prix stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, l'équivalent en blé en grain de ladite farine de blé sera inscrit au titre des quantités garanties du pays exportateur et du pays importateur intéressés, sous réserve des conditions fixées à l'alinéa b) du paragraphe 2 du présent article. Si le Conseil, après avoir examiné cette requête, décide que le prix de ladite farine de blé est incompatible avec les prix stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, l'équivalent en blé en grain de la farine de blé ne sera pas ainsi enregistré.

5. Sous réserve que les conditions stipulées au paragraphe 2 ou au paragraphe 4 du présent article, à l'exception de l'alinéa b) du paragraphe 2, soient remplies, le Conseil peut autoriser l'enregistrement de transactions au titre des quantités garanties pour une année agricole, si a) la période de chargement prévue dans la transaction est comprise dans un délai raisonnable, ne dépassant pas un mois, à fixer par le Conseil, avant le début ou après la fin de ladite année agricole, et si b) le pays exportateur et le pays importateur intéressés sont d'accord.

6. Pendant la période où la navigation est fermée entre Port William/Port Arthur et les ports canadiens de l'Atlantique, toute transaction ou partie de transaction peut, nonobstant les dispositions du paragraphe 4 de l'article VI, être inscrite dans les registres du Conseil au titre de la quantité garantie du pays exportateur et du pays importateur intéressés si elle porte sur:

- a) Du blé canadien transporté uniquement par chemin de fer de Fort William/Port Arthur jusqu'aux ports canadiens de l'Atlantique, ou
- b) Du blé des États-Unis qui, à moins de circonstances indépendantes de la volonté de l'acheteur et du vendeur, devrait être acheminé par voie lacustre et par fer jusqu'aux ports des États-Unis situés sur la côte atlantique et qui, du fait que ce mode de transport mixte n'est pas possible, est transporté uniquement par chemin de fer jusqu'aux ports des États-Unis sur la côte atlantique, sous réserve que l'acheteur et le vendeur soient d'accord sur le paiement des frais de transport supplémentaires en résultant.

7. Le Conseil établit un règlement intérieur s'appliquant à la notification et à l'enregistrement des transactions que font partie des quantités garanties, conformément aux dispositions suivantes:

- a) Toute transaction ou partie de transaction, entre un pays exportateur et un pays importateur, réunissant les conditions prescrites aux paragraphes 2, 3 ou 4 du présent article pour être imputable sur les quantités garanties de ces pays, est notifiée au Conseil, de la manière que le Conseil décide dans son règlement intérieur, dans les délais et avec les renseignements prévus, par un seul ou par l'un et l'autre de ces deux pays;
- b) Toute transaction ou partie de transaction notifiée conformément aux dispositions de l'alinéa a) est inscrite dans les registres du Conseil au titre des quantités garanties du

pays exportateur et du pays importateur entre lesquels cette transaction est conclue;

c) L'ordre dans lequel les transactions et parties de transactions sont inscrites dans les registres du Conseil au titre des quantités garanties est fixé par le Conseil dans son règlement intérieur;

d) Le Conseil, dans un délai qui devra être prescrit dans son règlement intérieur, notifie à chaque pays exportateur et à chaque pays importateur l'inscription dans ses registres de toute transaction ou partie de transaction au titre de ses quantités garanties;

e) Si, dans le délai que prescrit le Conseil dans son règlement intérieur, le pays importateur ou le pays exportateur intéressé élève, à un titre quelconque, une objection contre l'inscription d'une transaction ou partie de transaction dans les registres du Conseil au titre de sa quantité garantie, le Conseil procède à un nouvel examen de la question et, s'il décide que l'objection est fondée, rectifie ses registres en conséquence;

f) Si un pays, qu'il soit exportateur ou importateur, estime improbable que la quantité totale de blé déjà inscrite dans les registres du Conseil au titre de sa quantité garantie pour l'année agricole en cours puisse être chargée dans le cours de cette année agricole, ce pays peut demander au Conseil de réduire en conséquence les montants inscrits dans ses registres. Le Conseil examine la question et, s'il décide que la requête est justifiée, rectifie ses registres en conséquence;

g) Toute quantité de blé achetée par un pays importateur à un pays exportateur et revendue à un autre pays importateur peut, par voie d'accord entre les pays importateurs intéressés, être inscrite au titre de la partie non couverte des achats garantis du pays importateur auquel ce blé est finalement revendu, à condition qu'une réduction correspondante soit apportée au montant inscrit au titre des achats garantis du premier pays importateur;

h) Le Conseil adresse à tous les pays exportateurs et importateurs chaque semaine, ou à tout autre intervalle de temps qu'il pourra prescrire dans son règlement intérieur, un relevé des montants inscrits dans ses registres au titre des quantités garanties;

i) Le Conseil adresse notification immédiate à tous les pays exportateurs et importateurs lorsque les engagements relatifs à la quantité garantie d'un pays exportateur ou d'un pays importateur, pour une année agricole donnée, sont remplis.

8. Tout pays exportateur et tout pays importateur pourront bénéficier, dans l'accomplissement de leurs engagements au titre de leurs quantités garanties, d'une marge de tolérance que le Conseil déterminera pour ces pays, en prenant pour base leurs quantités garanties et les autres facteurs appropriés.

ARTICLE V

Exercice des droits

1. a) Tout pays importateur qui éprouve des difficultés à acheter la quantité représentant ses

engagements non remplis pour une année agricole donnée, à des prix compatibles avec les prix maxima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, peut demander au Conseil de l'aider à effectuer les achats désirés;

b) Dans les trois jours qui suivent la réception d'une requête formulée en vertu de l'alinéa a), le Secrétaire du Conseil notifie à ceux des pays exportateurs qui ont des engagements non remplis pour l'année agricole en question le montant de la quantité représentant les engagements non remplis du pays importateur qui a demandé l'aide du Conseil, et les invite à offrir de mettre du blé en vente à des prix compatibles avec les prix maxima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article;

c) Si, dans les vingt jours qui suivent la notification faite par le Secrétaire du Conseil en vertu de l'alinéa b), le total des engagements non remplis du pays importateur intéressé, ou telle part de ce total que le Conseil estime raisonnable au moment où la demande en a été faite, ne fait pas l'objet d'une offre de vente, le Conseil détermine, aussitôt que possible,

i) Les quantités ainsi que, s'il en est prié,

ii) La qualité et le type du blé en grain et/ou de la farine de blé que chacun ou l'un quelconque des pays exportateurs est requis d'offrir de mettre en vente à ce pays importateur, et dont le chargement doit avoir lieu au cours de l'année agricole en cause ou dans tels délais ultérieurs ne dépassant pas un mois que le Conseil peut fixer.

Le Conseil se prononce au sujet de i) et ii) ci-dessus après avoir reçu l'assurance, si celle-ci est demandée, que cette farine de blé ou ce blé en grain est destiné à la consommation du pays importateur ou à son commerce normal ou traditionnel; pour prendre sa décision, le Conseil tient également compte de toute circonstance que le pays exportateur et le pays importateur peuvent soumettre à son examen, y compris:

iii) Le volume global et les proportions respectives qu'atteignent traditionnellement et normalement les importations de farine de blé et de blé en grain, ainsi que la qualité et le type de farine de blé et de blé en grain qu'importe le pays importateur intéressé, et

iv) La proportion de sa quantité garantie que chaque pays exportateur a déjà vendue à la date à laquelle la demande est présentée.

d) Tout pays exportateur qui est requis, sur décision du Conseil prise en vertu de l'alinéa c), d'offrir de mettre en vente au pays importateur des quantités de blé en grain et/ou de farine de blé doit, dans les trente

jours qui suivent cette décision, offrir de vendre à ce pays importateur ces quantités, lesquelles doivent être chargées au cours de la période prévue à l'alinéa c), à des prix compatibles avec les prix maxima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, et, à moins que ces pays n'en décident autrement, d'un commun accord, aux conditions généralement en usage entre eux à cette époque pour le choix de la devise à utiliser pour le règlement;

- e) En cas de désaccord entre un pays exportateur et un pays importateur, soit au sujet de l'ajustement de prix à opérer en raison de différences de qualité, soit au sujet de la quantité de farine de blé ou du prix de la farine de blé sur laquelle doit porter une transaction donnée, négociée en exécution de la décision prise par le Conseil en vertu de l'alinéa c), soit au sujet de la relation entre le prix de ladite farine de blé et les prix maxima du blé en grain stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, soit au sujet des conditions auxquelles le blé en grain et/ou la farine de blé seront achetés ou vendus, la question est déferée au Conseil pour décision.

2. a) Tout pays exportateur qui éprouve des difficultés à vendre la quantité représentant ses engagements non remplis pour une année agricole donnée, à des prix compatibles avec les prix minima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, peut demander au Conseil de l'aider à effectuer les ventes désirées;

- b) Dans les trois jours qui suivent la réception d'une requête formulée en vertu de l'alinéa a), le Secrétaire du Conseil notifie à ceux des pays importateurs qui ont des engagements non remplis pour l'année agricole en question le montant de la quantité représentant les engagements non remplis du pays exportateur qui a demandé l'aide du Conseil, et les invite à proposer d'acheter du blé à des prix compatibles avec les prix minima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article;

- c) Si, dans les vingt jours qui suivent la notification faite par le Secrétaire du Conseil en vertu de l'alinéa b), le total des engagements non remplis du pays exportateur intéressé, ou telle part de ce total que le Conseil estime raisonnable au moment où la demande en a été faite, n'est pas acheté, le Conseil détermine, aussitôt que possible:

- i) Les quantités, ainsi que, s'il en est prié,
- ii) La qualité et le type du blé en grain et/ou de la farine de blé que chacun ou l'un quelconque des pays importateurs est requis de proposer d'acheter à ce pays exportateur, et dont le chargement doit avoir lieu au cours de l'année agricole en cause ou dans tels délais ultérieurs ne dépassant pas un mois que le Conseil peut fixer.

Pour prendre sa décision au sujet de i) et ii) ci-dessus, le Conseil tient compte de toute

circonstance que le pays exportateur et le pays importateur peuvent soumettre à son examen, y compris, en ce qui concerne chaque pays importateur:

- iii) Le volume global et les proportions respectives qu'atteignent traditionnellement et normalement les importations de farine de blé et de blé en grain, ainsi que la qualité et le type de farine de blé et de blé en grain qu'importe ce pays, et
 - iv) La proportion de sa quantité garantie déjà achetée à la date à laquelle la demande est présentée.
- d) Tout pays importateur qui est requis, sur décision du Conseil prise en vertu de l'alinéa c), de proposer d'acheter au pays exportateur des quantités de blé en grain et/ou de farine de blé doit, dans les trente jours qui suivent cette décision, proposer d'acheter à ce pays exportateur ces quantités, lesquelles doivent être chargées au cours de la période prévue à l'alinéa c), à des prix compatibles avec les prix minima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, et, à moins que ces pays n'en décident autrement, d'un commun accord, aux conditions généralement en usage entre eux à cette époque pour le choix de la devise à utiliser pour le règlement;
- e) En cas de désaccord entre un pays exportateur et un pays importateur, soit au sujet de l'ajustement de prix à opérer en raison de différences de qualité, soit au sujet de la quantité de farine de blé ou du prix de la farine de blé sur laquelle doit porter une transaction donnée, négociée en exécution de la décision prise par le Conseil en vertu de l'alinéa c), soit au sujet de la relation entre le prix de ladite farine de blé et les prix minima du blé en grain stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, soit au sujet des conditions auxquelles le blé en grain et/ou la farine de blé seront achetés et vendus, la question est déferée au Conseil pour décision.

3. Aux fins du présent article, Port Churchill n'est pas un port d'expédition.

ARTICLE VI

Prix

1. a) Pendant la durée du présent Accord, les prix de base minimum et maximum sont:

Minimum — \$ 1,50.
Maximum — \$ 2,00.

en dollars canadiens, par boisseau, à la parité du dollar canadien, déterminée pour les besoins du Fonds Monétaire International à la date du 1^{er} mars 1949, pour le blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur. Les prix de base minimums et maximums et leurs équivalents mentionnés ci-après ne comprennent pas les frais de détention et de marché que l'acheteur et le vendeur seraient convenus de fixer;

- b) Les frais de détention dont conviennent l'acheteur et le vendeur ne sont imputables à

l'acheteur qu'après une date fixée d'un commun accord et stipulée dans le contrat aux termes duquel le blé est vendu.

2. Le prix maximum équivalent du blé en vrac pour:

- a) Le blé Manitoba Northern No. 1 en magasin Vancouver est le prix maximum du blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur stipulé au paragraphe 1 du présent article;
- b) Le blé Manitoba Northern No. 1 F. O. B. Port Churchill, Manitoba, est le prix équivalent du prix C. et F. pays de destination du prix maximum pour le blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur stipulé au paragraphe 1 du présent article et calculé en fonction des frais de transport et des taux de change en vigueur;
- c) Le blé d'Argentine en magasin ports de l'océan est le prix maximum du blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur stipulé au paragraphe 1 du présent article, converti en devise argentine au cours du change en vigueur, en opérant les ajustements de prix correspondant aux différences de qualité dont peuvent convenir le pays exportateur et le pays importateur intéressés;
- d) Le blé d'Australie F. A. Q. en magasin ports de l'Océan est le prix maximum pour le blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur stipulé au paragraphe 1 du présent article, converti en devise australienne au cours du change en vigueur, en opérant les ajustements de prix correspondants aux différences de qualité dont peuvent convenir le pays exportateur et le pays importateur intéressés;
- e) Le blé de France, sur échantillon ou sur description F. O. B. ports maritimes français ou rendu à la frontière française (selon le cas):
 - i) Si le pays de destination touche à la mer, est le prix C. et F. dans le pays de destination du blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur au prix maximum stipulé au paragraphe 1 du présent article, moins les frais de transport de la côte française à la côte du pays de destination;
 - ii) Si le pays de destination ne touche pas à la mer, le prix frontière française est égal au prix déterminé conformément au i) ci-dessus pour une livraison de blé à Hambourg,

calculé en fonction des frais de transport et des taux de change en vigueur et en opérant les ajustements de prix correspondant aux différences de qualité dont peuvent convenir le pays exportateur et le pays importateur intéressés;

- f) Le blé de Suède, sur échantillon ou sur description F. O. B. ports suédois entre Stockholm et Goteborg, ces deux ports compris, est le prix équivalent au prix C. et F. pays de destination du prix maximum pour le blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en maga-

sin Fort William/Port Arthur stipulé au paragraphe 1 du présent article et calculé en fonction des frais de transport et des taux de change en vigueur, en opérant les ajustements de prix correspondant aux différences de qualité dont peuvent convenir le pays exportateur et le pays importateur intéressés;

- g) Le blé Hard Winter No. 1 F. O. B. ports des États-Unis d'Amérique Golfe/côte Atlantique est le prix équivalent du prix C. et F. pays de destination du prix maximum pour le blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur stipulé au paragraphe 1 du présent article et calculé en fonction des frais de transport et des taux de change en vigueur, en opérant les ajustements de prix correspondant aux différences de qualité dont peuvent convenir le pays exportateur et le pays importateur intéressés; et
- h) Le blé Soft White No. 1 ou le blé Hard Winter No. 1 en magasin ports de la côte Pacifique des États-Unis d'Amérique est le prix maximum du blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur stipulé au paragraphe 1 du présent article et calculé en fonction du taux de change en vigueur, en opérant les ajustements de prix correspondant aux différences de qualité dont peuvent convenir le pays exportateur et le pays importateur intéressés.

3. Le prix minimum équivalent du blé en vrac pour:

- a) Le blé Manitoba Northern No. 1 F. O. B. Vancouver;
- b) Le blé Manitoba Northern No. 1 F. O. B. Port Churchill, Manitoba;
- c) Le blé d'Argentine F. O. B. Argentine;
- d) Le blé F. A. Q. F. O. B. Australie;
- e) Le blé de France, sur échantillon ou sur description F. O. B. ports français;
- f) Le blé de Suède, sur échantillon ou sur description F. O. B. ports suédois entre Stockholm et Goteborg, ces deux ports compris;
- g) Le blé Hard Winter No. 1 F. O. B., ports des États-Unis d'Amérique Golfe/côte Atlantique; et
- h) Le blé Soft White No. 1 ou le blé Hard Winter No. 1 F. O. B. ports de la côte du Pacifique des États-Unis d'Amérique;

est respectivement:

Le prix F. O. B. Vancouver, Port Churchill, Argentine, Australie, France, ports suédois entre Stockholm et Goteborg, ces deux ports compris, ports des États-Unis d'Amérique Golfe/côte Atlantique et ports de la côte Pacifique des États-Unis d'Amérique, équivalent au prix C. et F. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord du prix minimum du blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur stipulé au paragraphe 1 du présent article et calculé en fonction de frais de transport et des taux de change en vigueur, en opérant les ajustements de prix correspondant aux différences de qualité dont peuvent convenir le pays exportateur et le pays importateur intéressés.

4. Pendant la période où la navigation est fermée entre Fort William/Port Arthur et les ports canadiens

de l'Atlantique, les prix minimum et maximum équivalents sont fixés compte tenu seulement du mouvement du blé acheminé par voie lacustre ou par fer de Fort William/Port Arthur aux ports d'hiver canadiens.

5. Le Comité Exécutif peut, en consultation avec le Comité Consultatif des Equivalences de Prix, fixer les prix minimum et maximum équivalents pour le blé à des points autres que ceux qui sont stipulés ci-dessus; il peut également reconnaître toute définition, variété ou catégorie ou tout type de blé autre que ceux mentionnés aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus et en déterminer les prix minimum et maximum équivalents, étant entendu que, pour tout nouveau blé dont le prix équivalent n'est pas encore déterminé, les prix minimum et maximum seront provisoirement déterminés d'après les prix minimum et maximum de la définition de la variété, de la catégorie ou du type de blé spécifiés au présent article, ou reconnus ultérieurement par le Comité Exécutif en consultation avec le Comité Consultatif des Equivalences de Prix, qui se rapprochent le plus dudit nouveau blé par l'addition d'une prime appropriée ou par la déduction d'un escompte approprié.

6. Si un pays exportateur quelconque ou un pays importateur quelconque fait remarquer au Comité Exécutif qu'un prix équivalent établi conformément aux dispositions des paragraphes 2, 3 ou 5 du présent article n'est plus, à la lumière des tarifs de transport, des taux de change, des primes ou des escomptes en vigueur, un prix équitable, le Comité Exécutif examine la question et peut, en consultation avec le Comité Consultatif des Equivalences de Prix, opérer tel ajustement qu'il juge souhaitable.

7. En fixant les prix minimum et maximum équivalents, par application des paragraphes 2, 3, 5 ou 6 ci-dessus, on n'opérera aucun ajustement de prix à raison de différences de qualité qui aurait pour effet de fixer les prix minimum et maximum équivalents du blé, quels que soient ses définition, variété, catégorie ou type, à un niveau plus élevé que le prix de base minimum ou maximum, suivant le cas, stipulé au paragraphe 1 ci-dessus.

8. S'il s'élève une contestation sur le montant de la prime ou de l'escompte approprié en cas d'application des dispositions des paragraphes 5 et 6 du présent article en ce qui concerne toute définition de blé stipulée aux paragraphes 2 ou 3 ou reconnue en vertu du paragraphe 5 du présent article, le Comité Exécutif, en consultation avec le Comité Consultatif des Equivalences de Prix, tranche le différend à la demande du pays exportateur ou du pays importateur intéressé.

9. Toutes les décisions du Comité Exécutif prises en vertu des dispositions des paragraphes 5, 6 et 8 du présent article lient tous les pays exportateurs et tous les pays importateurs, étant entendu que tout pays qui se considère désavantagé par l'une quelconque de ces décisions peut demander au Conseil de reconsidérer cette décision.

ARTICLE VII

Stocks

1. Afin d'assurer des fournitures de blé aux pays importateurs, chaque pays exportateur s'efforcera de maintenir, à la fin de son année agricole, les stocks de blé de l'ancienne récolte à un niveau suffisant pour permettre l'exécution certaine, au cours de toute année agricole, de ses engagements au titre des ventes garanties aux termes du présent Accord.

2. Si la récolte d'un pays exportateur est insuffisante, le Conseil consacre une attention particulière aux efforts déployés par ce pays exportateur pour maintenir des stocks suffisants, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 1 du présent article, avant de relever ce pays de

l'une quelconque des obligations que lui impose l'article x.

3. Afin d'éviter, au début et à la fin d'une année agricole, des achats disproportionnés de blé, qui pourraient porter préjudice à la stabilisation des prix visés par le présent Accord et rendre difficile l'accomplissement des obligations de tous les pays exportateurs et de tous les pays importateurs, les pays importateurs s'efforceront d'assurer le maintien, à toute époque, de stocks suffisants.

4. Si un pays importateur fait appel en vertu de l'article XII, le Conseil consacre une attention particulière aux efforts déployés par ce pays importateur pour maintenir des stocks suffisants, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 3 du présent article, avant de se prononcer favorablement sur cet appel.

ARTICLE VIII

Informations à fournir au Conseil

Les pays exportateurs et les pays importateurs notifient au Conseil, dans les délais que celui-ci prescrit, telle information qu'il peut demander pour les besoins de l'administration du présent Accord.

TROISIÈME PARTIE

Ajustement des quantités garanties

ARTICLE IX

Ajustement dans le cas de non-participation ou de retrait de certains pays

1. S'il apparaît une différence quelconque entre le total des achats garanties figurant à l'annexe A de l'article III et le total des ventes garanties figurant à l'annexe B de l'article III, du fait qu'un ou plusieurs pays figurant à l'annexe A ou à l'annexe B a) ne signent pas l'Accord, ou b) ne déposent pas un instrument d'acceptation, ou c) se retirent du présent Accord en vertu des dispositions des paragraphes 5, 6 ou 7 de l'article XXII, ou d) sont exclus du présent Accord en vertu de l'article XIX, ou e) sont déclarés par le Conseil, selon les dispositions de l'article XIX, en défaut pour tout ou partie de leurs quantités garanties aux termes du présent Accord, le Conseil, sans préjudice du droit reconnu à tout pays, au paragraphe 6 de l'article XXII, de se retirer du présent Accord, ajuste les quantités garanties restantes de façon que le total d'une annexe soit égal à celui de l'autre annexe.

2. Sauf décision contraire du Conseil, prise à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les pays exportateurs et des deux tiers des voix exprimées par les pays importateurs, l'ajustement prévu par le présent article sera effectué par la réduction, au prorata des quantités garanties à l'annexe A ou à l'annexe B, selon le cas, à concurrence du montant nécessaire pour que le total d'une annexe soit égal à celui de l'autre annexe.

3. Pour opérer l'ajustement prévu par le présent article, le Conseil ne perdra pas de vue que, d'une manière générale, il est désirable de maintenir le total des achats garantis et le total des ventes garanties à un niveau aussi élevé que possible.

ARTICLE X

Ajustements en cas de récolte insuffisante ou de nécessité de sauvegarder la balance des paiements ou les réserves monétaires

1. Tout pays exportateur ou tout pays importateur craignant qu'une récolte insuffisante, dans le cas d'un pays exportateur, ou que la nécessité de sauvegarder

sa balance des paiements ou ses réserves monétaires, dans le cas d'un pays importateur, l'empêche d'exécuter ses obligations en vertu du présent Accord, pour une année agricole donnée, en réfère le plus tôt possible au Conseil et présente au Conseil une demande d'exemption totale ou partielle de ses obligations pour ladite année agricole. Toute demande présentée au Conseil conformément au présent paragraphe est examinée sans délai.

2. Si la demande concerne une récolte insuffisante, le Conseil, avant de se prononcer sur la demande d'exemption, étudie la situation des approvisionnements du pays qui lui en a référé.

3. Si la demande concerne la balance des paiements ou les réserves monétaires, le Conseil s'enquiert et tient compte non seulement de tous les éléments qu'il juge appropriés, mais aussi de l'avis du Fonds Monétaire International, dans la mesure où la question intéresse un pays membre du Fonds, au sujet de l'existence et de l'étendue de la nécessité à laquelle se réfère le paragraphe 1 du présent article.

4. Pour se prononcer sur une demande d'exemption présentée en vertu du présent article, le Conseil applique le principe selon lequel le pays intéressé procédera, dans la mesure maximum de ses possibilités, à des ventes pour remplir ses obligations en vertu du présent Accord, s'il s'agit d'un pays exportateur, et à des achats pour remplir ses obligations en vertu du présent Accord, s'il s'agit d'un pays importateur.

5. Le Conseil décide si la requête du pays qui lui en a référé est fondée. S'il estime que cette requête est fondée, il décide dans quelle mesure et à quelles conditions le pays qui lui en a référé peut être dispensé d'exécuter les engagements pris au titre de sa quantité garantie pour l'année agricole en question. Le Conseil informe de sa décision le pays qui lui en a référé.

6. Si le Conseil décide que le pays qui lui en a référé doit être exempté de tout ou partie de sa quantité garantie pour l'année agricole en question, la procédure suivante est appliquée:

- a) Le Conseil invite, si le pays qui lui en a référé est un pays importateur, les autres pays importateurs, ou, si le pays qui lui en a référé est un pays exportateur, les autres pays exportateurs, à augmenter leurs quantités garanties pour l'année agricole en question jusqu'à concurrence du montant de la quantité garantie dont est exempté le pays qui en a référé au Conseil. Toute augmentation des quantités garanties aux termes du présent alinéa doit être approuvée par le Conseil;
- b) Si le montant de la quantité dont est exempté le pays qui en a référé au Conseil ne peut être complètement compensé suivant la procédure prévue à l'alinéa a) du présent paragraphe, le Conseil invite les pays exportateurs, si le pays qui lui en a référé est un pays importateur, ou les pays importateurs, si le pays qui lui en a référé est un pays exportateur, à accepter une réduction de leurs quantités garanties pour l'année agricole en question jusqu'à concurrence du montant de la quantité garantie dont est exempté le pays qui en a référé au Conseil, compte tenu de tous ajustements opérés en vertu de l'alinéa a) du présent paragraphe;
- c) Si le total des offres reçues par le Conseil de la part des pays exportateurs et importateurs, visant soit à augmenter leurs quantités garanties en vertu de l'alinéa a) du présent paragraphe, soit à réduire leurs quantités garanties en vertu de l'alinéa b)

du présent paragraphe, dépasse le montant de la quantité garantie dont est exempté le pays qui en a référé au Conseil, leurs quantités garanties sont, sauf décision contraire du Conseil, augmentées ou réduites, selon le cas, au prorata, pourvu que l'augmentation ou la réduction de la quantité garantie d'un de ces pays ne dépasse pas son offre;

- d) Si le montant de la quantité garantie dont est exempté le pays qui en a référé au Conseil ne peut être complètement compensé de la façon prévue aux alinéas a) e) b) du présent paragraphe, le Conseil réduit les quantités garanties pour l'année agricole en question, figurant à l'annexe A de l'article III si le pays qui lui en a référé est un pays exportateur, ou à l'annexe B de l'article III si le pays qui lui en a référé est un pays importateur, du montant nécessaire pour que le total d'une annexe soit égal à celui de l'autre annexe. A moins que les pays exportateurs, en cas de réduction à l'annexe B, ou les pays importateurs, en cas de réduction à l'annexe A, n'en décident autrement, la réduction est effectuée au prorata, compte tenu de toute réduction déjà effectuée en vertu de l'alinéa b) du présent paragraphe.

ARTICLE XI

Ajustements par consentement mutuel des quantités garanties

1. Le Conseil peut, à la demande des pays exportateurs et importateurs dont les quantités garanties se trouveraient modifiées de ce fait, approuver, pour la période de validité de l'Accord qui reste à courir, l'augmentation des quantités garanties à l'une des annexes de l'article III, concurremment avec une augmentation équivalente, pour ladite période, des quantités garanties à l'autre annexe.

2. Un pays exportateur peut transférer une partie de sa quantité garantie à un autre pays exportateur et un pays importateur peut transférer une partie de sa quantité garantie à un autre pays importateur pour la durée d'une ou de plusieurs années agricoles, sous réserve de l'approbation du Conseil à la majorité des voix exprimées par les pays exportateurs et à la majorité des voix exprimées par les pays importateurs.

3. La quantité garantie de tout pays accédant au présent Accord en vertu de l'article XXI est compensée par des ajustements correspondants, en plus ou en moins, des quantités garanties d'un ou de plusieurs pays figurant aux annexes A et B de l'article III. Lesdits ajustements ne sont pas approuvés tant que chaque pays exportateur ou importateur dont la quantité garantie est modifiée de ce fait n'a pas signifié son assentiment.

ARTICLE XII

Achats supplémentaires en cas de besoins critiques

En vue de subvenir à des besoins critiques qui se manifestent ou menacent de se manifester sur son territoire, un pays importateur peut faire appel au Conseil pour lui demander de l'aider à obtenir des approvisionnements de blé en sus de ses achats garantis. Après examen de cette demande, le Conseil, à condition qu'il reconnaisse qu'une telle crise ne peut être résolue d'autre manière, peut réduire au prorata les quantités garanties des autres pays importateurs, afin de fournir la quantité de blé qu'il juge nécessaire pour remédier à la crise créée par ces besoins critiques. La

majorité des deux tiers des voix exprimées par les pays exportateurs et des deux tiers des voix exprimées par les pays importateurs est nécessaire pour décider toute réduction des achats garantis, effectuée en vertu du présent paragraphe.

QUATRIÈME PARTIE

Administration

ARTICLE XIII

Le Conseil

A) *Acte constitutif:*

1. Le Conseil International du Blé, constitué en vertu de l'Accord International sur le Blé, ouvert à la signature à Washington le 23 mars 1949, continue à exister aux fins d'administration du présent Accord.

2. Tout pays exportateur et tout pays importateur est membre votant du Conseil et peut être représenté aux réunions par un délégué, des suppléants et des conseillers.

3. Toute organisation intergouvernementale que le Conseil aura décidé d'inviter pourra déléguer un représentant, qui assistera aux réunions du Conseil sans avoir le droit de vote.

4. Pour chaque année agricole, le Conseil élit un président et un vice-président.

B) *Pouvoirs et fonctions du Conseil:*

5. Le Conseil établit son règlement intérieur.

6. Le Conseil tient les registres nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord et peut réunir toute autre documentation qu'il juge souhaitable.

7. a) Le Conseil peut étudier toute question relative à la situation du blé dans le monde et peut encourager les échanges de renseignements et les consultations intergouvernementales, ainsi qu'avec les gouvernements peut prendre telles dispositions qu'il estime souhaitables avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et avec d'autres organisations intergouvernementales, ainsi qu'avec les gouvernements non parties au présent Accord qui ont un intérêt substantiel dans le commerce international du blé en vue d'assurer une coopération pour l'une quelconque de ces activités.

b) Les pays exportateurs et importateurs se réservent une complète liberté d'action dans la fixation et l'application de leur politique intérieure en matière d'agriculture et de prix.

8. Le Conseil publie un rapport annuel et peut publier toute autre information relative à des questions relevant du présent Accord.

9. Le Conseil a tous autres pouvoirs et exerce toutes autres fonctions qu'il peut estimer nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions du présent Accord.

10. Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les pays exportateurs et des deux tiers des voix exprimées par les pays importateurs, déléguer l'exercice de n'importe lesquels de ses pouvoirs ou fonctions. Le Conseil peut, à tout moment, révoquer une telle délégation de pouvoirs à la majorité des voix exprimées. Toute décision prise en vertu de tous pouvoirs ou fonctions délégués par le Conseil, conformément aux dispositions du présent paragraphe, est sujette à révision de la part du Conseil, à la demande de tout pays exportateur ou importateur, dans les délais que le Conseil prescrit. Toute décision au sujet de la-

quelle il n'est pas présenté de demande de révision dans les délais prescrits lie tous les pays exportateurs et tous les pays importateurs.

C) *Vote:*

11. a) Sous réserve des dispositions des alinéas b) et c) du présent paragraphe, les pays importateurs détiennent 1000 voix, qui sont réparties parmi eux suivant le rapport existant entre leurs achats garantis respectifs pour l'année agricole en cours et le total des achats garantis pour cette année agricole. Les pays exportateurs détiennent également 1000 voix, qui sont réparties parmi eux suivant le rapport existant entre leurs ventes garanties respectives pour l'année agricole en cours et le total des ventes garanties pour cette année agricole;

b) A toute séance du Conseil où un pays importateur ou un pays exportateur n'est pas représenté par un délégué accrédité et n'a pas habilité un autre pays à exprimer ses voix conformément au paragraphe 16 du présent article, le total des voix que peuvent exprimer les pays exportateurs est ramené à un chiffre égal à celui du total des voix que peuvent exprimer, à cette séance, les pays importateurs et redistribué parmi les pays exportateurs en proportion de leurs ventes garanties;

c) Tout pays exportateur ou pays importateur dispose d'au moins une voix; il n'y a pas de fraction de voix.

12. Toutes les fois qu'une modification se produit dans les achats garantis ou les ventes garanties pour l'année agricole en cours, le Conseil redistribue les voix, conformément aux dispositions du paragraphe 11 du présent article.

13. Si un pays exportateur ou un pays importateur est déchu de son droit de vote en vertu des dispositions du paragraphe 5 de l'article XVII, ou perd son droit de vote en vertu des dispositions du paragraphe 7 de l'article XIX, le Conseil redistribue les voix, comme si ledit pays n'avait aucune quantité garantie pour l'année agricole en cours.

14. Il est fait abstraction, aux fins de redistribution des voix en vertu du présent article, de toute réduction de sa quantité garantie qu'un pays exportateur ou un pays importateur a acceptée en vertu du paragraphe 6, b), de l'article X, de même que de tout transfert effectué aux termes du paragraphe 2 de l'article XI, pour une année agricole seulement, d'une partie de la quantité garantie d'un pays.

15. Sauf disposition contraire du présent Accord, les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix exprimées.

16. Tout pays exportateur peut autoriser un autre pays exportateur, et tout pays importateur peut autoriser un autre pays importateur à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou à toutes les réunions du Conseil. Une attestation de cette autorisation, acceptable pour le Conseil, est soumise au Conseil.

D) *Sessions:*

17. Le Conseil se réunit au cours de chaque année agricole au moins une fois par semestre et à toute autre date que le président peut fixer.

18. Le président convoque une session du Conseil si la demande lui en est faite a) par cinq pays, ou b)

par un ou plusieurs pays détenant au total un minimum de dix pour cent de l'ensemble des voix, ou c) par le Comité Exécutif.

E) *Quorum*:

19. A toute réunion du Conseil, la présence de délégués possédant, avant tout ajustement du nombre des voix en vertu du paragraphe 11, b), du présent article, la majorité des voix détenues par les pays exportateurs et la majorité des voix détenues par les pays importateurs est nécessaire pour constituer le quorum.

F) *Siège*:

20. Le siège du Conseil est Londres, sauf décision contraire du Conseil prise à la majorité des voix exprimées par les pays exportateurs et à la majorité des voix exprimées par les pays importateurs.

G) *Capacité juridique*:

21. Le Conseil a, sur le territoire de tout pays exportateur et de tout pays importateur, la capacité juridique nécessaire à l'exercice des fonctions que lui confère le présent Accord.

H) *Décisions*:

22. Tout pays exportateur et tout pays importateur s'engage à se considérer comme lié par toutes les décisions prises par le Conseil en vertu des dispositions du présent Accord.

ARTICLE XIV

Le Comité Exécutif

1. Le Conseil établit un Comité Exécutif. Ce Comité Exécutif est composé de quatre pays exportateurs, au plus, élus tous les ans par les pays exportateurs, et de huit pays importateurs, au plus, élus tous les ans par les pays importateurs. Le Conseil nomme le président du Comité Exécutif et peut nommer un vice-président.

2. Le Comité Exécutif est responsable devant le Conseil et fonctionne sous la direction générale du Conseil. Il a tels pouvoirs et fonctions qui lui sont expressément assignés par le présent Accord, et tels autres pouvoirs et fonctions que le Conseil peut lui déléguer en vertu du paragraphe 10 de l'article XIII.

3. Les pays exportateurs siégeant au Comité Exécutif ont le même nombre total de voix que les pays importateurs. Les voix des pays exportateurs sont réparties entre eux de la façon qu'ils décident, à condition qu'aucun pays exportateur ne détienne plus de quarante pour cent du total des voix des pays exportateurs. Les voix des pays importateurs sont réparties entre eux de la façon qu'ils décident, à condition qu'aucun pays importateur ne détienne plus de quarante pour cent du total des voix des pays importateurs.

4. Le Conseil fixe le règlement intérieur relatif à la procédure de vote du Comité Exécutif et peut fixer telles autres clauses qu'il juge appropriées pour le règlement intérieur du Comité Exécutif. Une décision du Comité Exécutif doit être prise à la même majorité des voix que celle que le présent Accord exige du Conseil lorsque celui-ci prend une décision sur une question semblable.

5. Tout pays exportateur ou tout pays importateur qui n'est pas membre du Comité Exécutif peut participer, sans droit de vote, à la discussion de toute question dont est saisi le Comité Exécutif, chaque fois que celui-ci considère que les intérêts de ce pays sont en cause.

ARTICLE XV

Le Comité Consultatif des Equivalences de Prix

Le Conseil établit un Comité Consultatif des Equivalences de Prix, composé des représentants de trois pays

exportateurs, au plus, et de trois pays importateurs, au plus. Le Comité donne son avis au Conseil et au Comité Exécutif sur les questions visées aux paragraphes 5, 6 et 8 de l'article VI et sur telles autres questions que le Conseil ou le Comité Exécutif peuvent lui déférer. Le Président du Comité est nommé par le Conseil.

ARTICLE XVI

Le Secrétariat

1. Le Conseil dispose d'un Secrétariat, composé d'un secrétaire et du personnel nécessaire aux travaux du Conseil et de ses comités.

2. Le Conseil nomme le secrétaire et détermine ses attributions.

3. Le personnel est nommé conformément au règlement établi par le Conseil.

ARTICLE XVII

Dispositions financières

1. Les dépenses des délégations au Conseil, des représentants au Comité Exécutif et des représentants au Comité Consultatif des Equivalences de Prix sont couvertes par les Gouvernements représentés. Les autres dépenses qu'entraîne l'administration du présent Accord, y compris celles du Secrétariat et toute rémunération que le Conseil peut décider d'accorder à son président ou à son vice-président, sont couvertes par voie de cotisation annuelle des pays exportateurs et des pays importateurs. La cotisation de chacun de ces pays pour chaque année agricole est fixée en proportion de ses quantités garanties par rapport au total des ventes ou des achats garantis au début de ladite année agricole.

2. Au cours de la première session qui suit l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil vote son budget pour la période se terminant le 31 juillet 1957 et fixe la cotisation de chaque pays exportateur et de chaque pays importateur.

3. Le Conseil, lors d'une session du second semestre de toute année agricole, vote son budget pour l'année agricole suivante et fixe la cotisation de chaque pays exportateur et de chaque pays importateur pour ladite année agricole.

4. La cotisation initiale de tout pays exportateur et de tout pays importateur accédant au présent Accord conformément aux dispositions de l'article XXI est fixée par le Conseil, sur la base de la quantité garantie que détiendra ce pays et de la période restante de l'année agricole en cours; toutefois, les cotisations fixées pour les autres pays exportateurs et pour les autres pays importateurs au titre de l'année agricole en cours ne sont pas modifiées.

5. Les cotisations sont exigibles dès leur fixation. Tout pays exportateur ou tout pays importateur qui omet de régler le montant de sa cotisation dans l'année qui en suit la fixation perd son droit de vote jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ladite cotisation, mais il n'est ni privé des autres droits que lui confère le présent Accord, ni relevé des obligations que celui-ci lui impose. Si un pays exportateur ou un pays importateur est déchu de son droit de vote aux termes du présent paragraphe, ses voix sont redistribuées conformément aux dispositions du paragraphe 13 de l'article XIII.

6. Le Conseil publie au cours de chaque année agricole un état vérifié des recettes encaissées et des dépenses engagées au cours de l'année agricole précédente.

7. Le Gouvernement du pays où est situé le siège du Conseil accorde une exemption d'impôts sur les appointements payés par le Conseil à son personnel; toutefois, cette exemption ne s'applique pas aux ressortissants dudit pays.

8. Le Conseil prendra, avant sa dissolution, toutes dispositions en vue du règlement de son passif et de l'affectation de son actif et de ses archives.

ARTICLE XVIII

Coopération avec d'autres organisations intergouvernementales

1. Le Conseil peut prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'échange d'informations et la coopération nécessaires avec les organes compétents et les institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres organisations intergouvernementales.

2. Si le Conseil constate qu'une disposition quelconque du présent Accord présente une incompatibilité de fonds avec telles obligations que les Nations Unies, leurs organes compétents et leurs institutions spécialisées peuvent établir en matière d'accords intergouvernementaux sur les produits, cette incompatibilité est considérée comme une circonstance nuisant au bon fonctionnement du présent Accord, et la procédure prescrite aux paragraphes 3, 4 et 5 de l'article XXII est appliquée.

ARTICLE XIX

Contestations et réclamations

1. Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'application du présent Accord qui n'est pas réglée par voie de négociation est, à la demande de tout pays partie au différend, déferée au Conseil pour décision.

2. Toutes les fois qu'une contestation est déferée au Conseil en vertu du paragraphe 1 du présent article, soit la majorité des pays, soit un groupe de pays détenant au moins le tiers du total des voix, peut demander au Conseil, après complète discussion, de solliciter l'opinion de la commission consultative mentionnée au paragraphe 3 du présent article avant de faire connaître sa décision.

3. a) Sauf décision contraire du Conseil, prise à l'unanimité, cette commission est composée de:

- i) Deux membres désignés par les pays exportateurs, dont l'un possédant une grande expérience des questions du genre de celle en litige et l'autre de l'autorité et de l'expérience en matière juridique;
- ii) Deux membres, tels que ci-dessus, désignés par les pays importateurs; et
- iii) Un président, choisi à l'unanimité par les quatre membres nommés aux termes de i) et de ii) ou, en cas de désaccord, par le président du Conseil International du Blé.

b) Des ressortissants de pays dont les Gouvernements sont parties au présent Accord peuvent être habilités à siéger à la commission consultative, et les membres qui sont nommés à la commission consultative agissent en leur capacité personnelle et sans recevoir d'instructions d'aucun Gouvernement;

c) Les dépenses de la commission consultative sont à la charge du Conseil.

4. L'opinion de la commission consultative et ses motifs sont soumis au Conseil, qui tranche le différend après avoir pris en considération tous les éléments d'information utiles.

5. Toute plainte selon laquelle un pays exportateur ou un pays importateur n'aurait pas rempli les obli-

gations imposées par le présent Accord est, sur la demande du pays auteur de la plainte, déferée au Conseil, qui prend une décision en la matière.

6. Aucun pays exportateur ou aucun pays importateur ne peut être reconnu coupable d'une infraction au présent Accord qu'à la majorité des voix détenues par les pays exportateurs et à la majorité des voix détenues par les pays importateurs. Toute constatation d'une infraction au présent Accord commise par un pays exportateur ou un pays importateur doit énoncer la nature de l'infraction et, si cette infraction comporte une défaillance de ce pays à l'égard de sa quantité garantie, l'étendue de cette défaillance.

7. Si le Conseil constate qu'un pays exportateur ou un pays importateur a commis une infraction au présent Accord, il peut, à la majorité des voix détenues par les pays exportateurs et à la majorité des voix détenues par les pays importateurs, soit priver le pays en question de son droit de vote jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ses obligations, soit l'exclure de l'Accord.

8. Si un pays exportateur ou un pays importateur est déchu de son droit de vote en vertu du présent article, ses voix sont redistribuées selon les dispositions du paragraphe 13 de l'article XIII. Si un pays exportateur ou un pays importateur est déclaré en défaut pour tout ou partie de sa quantité garantie, ou est exclu du présent Accord, les quantités garanties restantes sont ajustées selon les dispositions de l'article IX.

CINQUIÈME PARTIE

Dispositions finales

ARTICLE XX

Signature, acceptation et entrée en vigueur

1. Le présent Accord sera ouvert à Washington jusqu'au 18 mai 1956, inclusivement, à la signature des Gouvernements des pays figurant aux annexes A et B de l'article III.

2. Le présent Accord devra être accepté par les Gouvernements signataires, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 du présent article, les instruments d'acceptation seront déposés auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique au plus tard le 16 juillet 1956, étant entendu, toutefois, qu'aux fins du présent article, une notification adressée par tout Gouvernement signataire au Gouvernement des États-Unis d'Amérique avant le 16 juillet 1956, signifiant son intention d'accepter le présent Accord et suivie du dépôt de l'instrument d'acceptation en exécution de cette intention le 1^{er} décembre 1956, au plus tard, sera considérée comme constituant une acceptation au 16 juillet 1956.

3. A condition que les Gouvernements de pays figurant à l'annexe A de l'article III et responsables d'au moins deux tiers des achats garantis, et que les Gouvernements de pays figurant à l'annexe B de l'article III et responsables d'au moins deux tiers des ventes garanties, aient accepté le présent Accord à la date du 16 juillet 1956, les première, troisième, quatrième et cinquième parties du présent Accord entreront en vigueur le 16 juillet 1956, et la deuxième partie le 1^{er} août 1956 pour ceux des Gouvernements qui auront accepté l'Accord.

4. Si, le 16 juillet 1956, les conditions prévues au paragraphe précédent pour l'entrée en vigueur du présent Accord ne sont pas remplies, les Gouvernements des pays qui, à cette date, auront accepté le présent Accord conformément aux dispositions du paragraphe 2

du présent article pourront décider, de commun accord, qu'il entrera en vigueur en ce qui les concerne ou bien pourront prendre toutes autres mesures que la situation leur paraît exiger.

5. Tout Gouvernement signataire qui n'aura pas accepté le présent Accord à la date du 16 juillet 1956, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, pourra, après cette date, obtenir du Conseil une prolongation du délai de dépôt de son instrument d'acceptation. Les première, troisième, quatrième et cinquième parties du présent Accord entreront en vigueur, pour ce Gouvernement, à la date du dépôt de son instrument d'acceptation, et la deuxième partie du présent Accord entrera en vigueur, soit à la date du 1^{er} août 1956, soit à la date du dépôt de son instrument d'acceptation, si cette dernière est postérieure.

6. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique notifie à tous les Gouvernements signataires toute signature et toute acceptation du présent Accord.

ARTICLE XXI

Accession

Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les pays exportateurs et des deux tiers des voix exprimées par les pays importateurs, approuver l'accession au présent Accord de tout Gouvernement qui n'y est pas déjà partie et fixer les conditions de cette accession; étant entendu, toutefois, que le Conseil n'approuve l'accession d'aucun Gouvernement aux termes du présent article que si, simultanément, il approuve des ajustements des quantités garanties aux annexes A et B de l'article III conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article XI. L'accession est réalisée par le dépôt d'un instrument d'accession auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, qui notifie chacune de ces accessions à tous les Gouvernements signataires et à tous les Gouvernements accédants.

ARTICLE XXII

Durée, amendement, retrait, dénonciation

1. Le présent Accord restera en vigueur jusqu'au 31 juillet 1959, inclusivement.

2. a) Le Conseil adressera aux pays exportateurs et aux pays importateurs, au moment qu'il jugera opportun, ses recommandations concernant le renouvellement ou le remplacement du présent Accord;

b) Le Conseil peut inviter tout Gouvernement non partie au présent Accord qui a un intérêt substantiel dans le commerce international du blé à participer à ses travaux concernant ce renouvellement ou ce remplacement.

3. Le Conseil peut, à la majorité des voix détenues par les pays exportateurs et à la majorité des voix détenues par les pays importateurs, recommander aux pays exportateurs et aux pays importateurs un amendement au présent Accord.

4. Le Conseil peut fixer le délai dans lequel tout pays exportateur et tout pays importateur notifiera au Gouvernement des États-Unis d'Amérique son acceptation ou son rejet de l'amendement. L'amendement prend effet dès son acceptation par les pays exportateurs détenant les deux tiers des voix des pays exportateurs et par les pays importateurs détenant les deux tiers des voix des pays importateurs.

5. Tout pays exportateur et tout pays importateur qui n'a pas notifié au Gouvernement des États-Unis d'Amérique son acceptation d'un amendement à la date à laquelle celui-ci prend effet peut, après avoir donné

par écrit au Gouvernement des États-Unis d'Amérique le préavis de retrait que le Conseil peut exiger dans chaque cas, se retirer du présent Accord à la fin de l'année agricole en cours, mais n'est de ce fait relevé d'aucune des obligations résultant du présent Accord et non exécutées avant la fin de ladite année agricole.

6. Tout pays exportateur qui considère que ses intérêts sont gravement compromis soit par la non-participation au présent Accord, soit par le retrait d'un pays figurant à l'annexe A de l'article III et responsable de plus de cinq pour cent des quantités garanties de cette annexe, ou tout pays importateur qui considère que ses intérêts sont gravement compromis soit par la non-participation au présent Accord, soit par le retrait d'un pays figurant à l'annexe B de l'article III et responsable de plus de cinq pour cent des quantités garanties de cette annexe, peut se retirer du présent Accord, en donnant par écrit un préavis de retrait au Gouvernement des États-Unis d'Amérique avant le 1^{er} août 1956.

7. Tout pays exportateur ou tout pays importateur qui considère que sa sécurité nationale est mise en danger par l'ouverture d'hostilités peut se retirer du présent Accord en donnant par écrit un préavis de retrait de trente jours au Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

8. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique porte à la connaissance de tous les Gouvernements signataires et accédants toute notification et tout préavis reçus aux termes du présent article.

ARTICLE XXIII

Application territoriale

1. Tout Gouvernement peut, au moment de sa signature, de son acceptation ou de son accession au présent Accord, déclarer que ses droits et obligations aux termes du présent Accord ne s'appliquent pas à l'un quelconque ou à l'ensemble des territoires d'Outre-mer dont les relations extérieures sont placées sous sa responsabilité.

2. À l'exception des territoires au sujet desquels une déclaration a été faite, conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les droits et obligations que tout Gouvernement assume en vertu du présent Accord s'appliquent à tous les territoires dont les relations extérieures sont placées sous la responsabilité dudit Gouvernement.

3. Après son acceptation ou son accession au présent Accord, tout Gouvernement peut, à tout moment, déclarer, par voie de notification au Gouvernement des États-Unis d'Amérique, que les droits et obligations qu'il a assumés aux termes du présent Accord s'appliquent à l'un quelconque ou à l'ensemble des territoires au sujet desquels il a fait une déclaration conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.

4. Par notification de retrait donnée au Gouvernement des États-Unis d'Amérique, tout Gouvernement peut, en ce qui concerne l'un quelconque ou l'ensemble des territoires d'Outre-mer dont les relations extérieures sont placées sous sa responsabilité, procéder à un retrait séparé du présent Accord.

5. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique porte à la connaissance de tous les Gouvernements signataires et accédants toute déclaration ou notification faites en vertu du présent article.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord aux dates figurant en regard de leurs signatures.

Les textes du présent Accord, en langues anglaise, française et espagnole, font également foi, l'original devant être déposé dans les archives du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires et à tous les Gouvernements accédants.

Pour l'Argentine:

18 May 1956.

Adolfo Vicchi.

Pour l'Australie:

17th May 1956.

Percy C. Spender.

Pour l'Autriche:

May 17. 1956.

Gruber.

Pour le Royaume de Belgique:

le 15 mai 1956.

Silvercruys. (Cette signature est donnée pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise).

Pour la Bolivie:

Mayo 18 de 1956.

V. Andrade.

Pour le Brésil:

May 17th 1956.

João Carlos Muniz.

Pour le Canada:

May 16, 1956.

A. D. P. Heeney.

Pour Ceylan:

Pour la Colombie:

Pour Costa Rica:

Mayo 18, 1956.

Fernando Fournier.

Pour Cuba:

Pour le Danemark:

May 16, 1956.

A. F. Knudsen.

Pour la République Dominicaine:

18 de Mayo de 1956.

Joaquin E. Salazar.

Pour l'Equateur (*ad referendum*):

15 de Mayo de 1956.

B. Peralta P.

Pour l'Egypte:

May 18, 1956.

Anwar Niazi.

Pour le Salvador:

May 16, 1956.

Héctor David Castro.

Pour la France:

15 mai 1956.

M. Couve de Murville.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

18. Mai 1956.

Heinz L. Krekler.

Pour la Grèce:

May 15, 1956.

Costa P. Caranicas.

Pour le Guatemala:

May 18th, 1956.

J. Luis Cruz-Salazar.

Pour Haïti:

Pour le Honduras:

Pour l'Inde:

May 18 1956.

H. Dayal.

Pour l'Indonésie:

Pour l'Irlande:

May 14, 1956.

John J. Hearne.

Pour Israël:

May 14, 1956.

Abba Eban.

Pour l'Italie:

May 15th 1956.

Manlio Brosio.

Pour le Japon:

May 15, 1956.

Masayuki Tani.

Pour le Royaume Hachemite de Jordanie:

Pour la République de Corée:

May 18, 1956.

Pyo Wook Han.

Pour le Liban:

May 17, 1956.

N. Noussair.

Pour le Libéria:

May 18, 1956.

Geo. Padmore.

Pour le Mexique:

Mayo 17, 1956.

Manuel Tello.

Pour le Royaume des Pays-Bas:

May 17. 1956.

S. G. M. van Voorst tot Voorst.

Pour la Nouvelle-Zélande:

May 16. 1956.

G. D. L. White.

Pour le Nicaragua:

May 17, 1956.

Guillermo Sevilla-Sacasa.

Pour le Royaume de Norvège:

May 15. 1956.

Torfinn Oftedal.

Pour le Panama:

May 16 — 1956.

J. J. Vallarino.

Pour le Perou:

May 16. 1956.

F. Berckemeyer.

Pour la République des Philippines:

May 18, 1956.

Mauro Calingo.

Pour le Portugal:

May 16, 1956.

L. Esteves Fernandes.

Pour l'Arabie Saoudite:

Pour l'Espagne:

Pour la Suède:

Subject to ratification by the Swedish Riksdag. — May 16 1956.

Erik Boheman.

Pour la Suisse:

18 mai 1956.

F. Schnyder.

Pour l'Union Sud-Africaine:

Subject to the reservation that the Union Government undertake to purchase 150,000 metric tons of wheat within the price range of \$ 1.50 at minimum and \$ 2.00 at maximum for No. 1 Manitoba Northern Wheat for the following three years. — May 18th 1956.

J. E. Holloway.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

May 18, 1956.

True D. Morse.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:

May 16, 1956.

A. G. Cicognani.

Pour le Venezuela:

Pour la Yougoslavie:

May 18 1956.

Leo Mates.

(TRADUÇÃO)

Acordo Internacional do Trigo de 1956

Os Governos signatários deste Acordo,

Considerando que o Acordo Internacional do Trigo, que foi proposto à assinatura em Washington em 23 de Março de 1949, foi concluído com o fim de resolver as sérias dificuldades causadas, tanto a produtores como a consumidores, não só pelos pesados excedentes, como por graves penúrias de trigo, e

Considerando que o Acordo de 1949 foi revisto e renovado em Washington em 13 de Abril de 1953, e

Considerando que é desejável que o Acordo Internacional do Trigo seja renovado novamente com certas modificações para um período adicional, e

Tendo decidido concluir para esse fim o presente Acordo, revendo e renovando o Acordo Internacional do Trigo,

Acordaram no seguinte:

PRIMEIRA PARTE

Disposições gerais

ARTIGO I

Objectivos

O presente Acordo tem por fim assegurar o abastecimento de trigo aos países importadores e mercados de trigo aos países exportadores a preços equitativos e estáveis.

ARTIGO II

Definições

1. Para os fins deste Acordo:

«Comissão Consultiva de Equivalências de Preços» significa a Comissão criada segundo o artigo xv.

«Bushel» equivale a 60 libras *avoirdupois* ou 27,2155 ... kg.

«Despesas de detenção» designa as despesas de armazenagem, juro e seguro em que incorre o detentor do trigo.

«C. e F.» significa custo e frete.

«Conselho» significa o Conselho Internacional do Trigo estabelecido segundo o artigo XIII.

«Ano agrícola» significa o período compreendido entre 1 de Agosto e 31 de Julho, excepto no artigo VII, com referência à Argentina e à Austrália, em que significa o período compreendido entre 1 de Dezembro e 30 de Novembro, e com referência aos Estados Unidos da América, em que significa o período compreendido entre 1 de Julho e 30 de Junho.

«Comissão Executiva» significa a Comissão estabelecida segundo o artigo XIV.

«País exportador» significa, segundo o texto, quer i) o Governo de um país mencionado na lista do anexo B ao artigo III que tenha aceite o presente Acordo ou a ele tenha aderido e enquanto dele se não tenha retirado, quer ii) o próprio país e os territórios em que sejam aplicáveis os direitos e as obrigações do seu Governo em virtude do presente Acordo.

«F. A. Q.» significa qualidade média mercantil.

«F. O. B.» significa posto livre a bordo de navio de alto mar e no caso de

i) Trigo francês entregue num porto do Reno livre a bordo de embarcação fluvial;

ii) Trigo sueco posto livre a bordo de embarcação marítima.

«Quantidade garantida» significa, quando diz respeito a um país importador, as suas compras garantidas para um determinado ano agrícola e, quando diz respeito a um país exportador, as suas vendas garantidas para um determinado ano agrícola.

«País importador» significa, segundo o texto, quer i) o Governo de um país mencionado na lista do anexo A ao artigo III que tenha aceite o presente Acordo ou a ele tenha aderido e enquanto dele se não tenha retirado, quer ii) o próprio país e os territórios em que sejam aplicáveis os direitos e as obrigações do seu Governo em virtude do presente Acordo.

«Despesas de colocação» designa todas as despesas habituais ocorridas com a aquisição, colocação no mercado, fretamento e de transitários.

«Tonelada métrica» ou 1000 kg, corresponde a 36,743 71 *bushels*.

«Trigo da colheita anterior» significa o trigo colhido mais de dois meses antes de começar o corrente ano agrícola do país exportador em causa.

«Território», quer esta expressão se refira a um país importador, quer se refira a um país exportador, compreende todo o território sobre o qual se aplicam os direitos e as obrigações assumidas pelo Governo desse país segundo os termos do presente Acordo e em conformidade com o estabelecido no artigo XXIII.

«Transacção» significa, segundo o texto, uma venda para importação por um país importador de trigo exportado ou para ser exportado por um país exportador ou a quantidade desse trigo assim vendido. Quando no presente Acordo se faça referência a uma transacção entre um país exportador e um país importador entender-se-á que essa referência compreende, não só as transacções entre o Governo de um país exportador e o Governo de um país importador, mas também as transacções entre um comerciante particular e as transacções entre um comerciante particular e o Governo de um país exportador ou o Governo de um país importador.

Nesta definição, pelo termo «Governo» entender-se-á o Governo de qualquer território ao qual, segundo o estabelecido no artigo XXIII, sejam aplicáveis os direitos e as obrigações de qualquer Governo que aceite o presente Acordo ou a ele adira.

«Compromissos não satisfeitos» significa, para o caso de um país exportador, a diferença entre as quantidades registadas nos livros do Conselho segundo o estabelecido no artigo IV no que respeita a um ano agrícola desse país e as suas vendas garantidas para esse ano agrícola e, no caso de um país importador, a diferença entre as quantidades registadas nos livros do Conselho segundo o estabelecido no artigo IV no que respeita a esse país para um ano agrícola e a porção das suas compras garantidas para aquele ano agrícola que à data tenha o direito de comprar segundo o estabelecido no § 9 do artigo III.

«Trigo» significa trigo em grão e, excepto no artigo VI, farinha de trigo.

2. a) Todos os cálculos sobre a equivalência em trigo das compras garantidas ou das vendas garantidas de farinha de trigo terão por base a percentagem de extracção especificada no contrato firmado entre o comprador e o vendedor.

b) No caso de essa percentagem não estar especificada, considerar-se-á como base de cálculo a equivalência de 72 unidades de peso de farinha de trigo para 100 unidades de peso de trigo em grão, a não ser que o Conselho tome uma decisão diferente.

SEGUNDA PARTE

Direitos e obrigações

ARTIGO III

Compras garantidas e vendas garantidas

1. As quantidades de trigo mencionadas no anexo A a este artigo para cada país importador representam, sujeitas a qualquer aumento ou redução efectuados segundo o estabelecido na terceira parte do presente Acordo, as compras garantidas desse país para cada ano agrícola regulado pelo presente Acordo.

2. As quantidades de trigo mencionadas no anexo B a este artigo para cada país exportador representam, sujeitas a qualquer aumento ou redução efectuados segundo o estabelecido na terceira parte do presente Acordo, as vendas garantidas desse país para cada ano agrícola regulado pelo presente Acordo.

3. As compras garantidas de um país importador representam a quantidade máxima de trigo que, sujeita à dedução do total das transacções registadas nos livros do Conselho, segundo o artigo IV, a descontar dessas compras garantidas,

- a) O Conselho poderá convidar esse país importador a, segundo o estabelecido no artigo V, comprar aos países exportadores, a preços compatíveis com os preços mínimos, especificados no artigo VI ou determinados segundo o estabelecido neste artigo, ou
- b) O Conselho poderá convidar os países exportadores, segundo o estabelecido no artigo V, a vender a esse país importador, a preços compatíveis com os preços máximos, especificados no artigo VI ou determinados segundo o estabelecido nesse artigo.

4. As vendas garantidas de um país exportador representam a quantidade máxima de trigo que, sujeita à dedução do total das transacções registadas nos livros do Conselho, segundo o artigo IV, a descontar dessas vendas garantidas,

- a) O Conselho poderá convidar esse país exportador, segundo o estabelecido no artigo V, a vender aos países importadores, a preços compatíveis com os preços máximos, especificados no artigo VI ou determinados segundo o estabelecido nesse artigo, ou
- b) O Conselho poderá convidar os países importadores, segundo o estabelecido no artigo V, a comprar a esse país exportador, a preços compatíveis com os preços mínimos, especificados no artigo VI ou determinados segundo o estabelecido nesse artigo.

5. Se um país importador tiver dificuldades em exercer o seu direito de comprar a quantidade correspondente à falta de cumprimento da sua quantidade garantida, a preços compatíveis com os preços máximos, especificados no artigo VI ou determinados segundo o estabelecido nesse artigo, ou ainda se um país exportador tiver dificuldades em exercer o seu direito de vender a quantidade correspondente à falta de cumprimento da sua quantidade garantida, a preços compatíveis com os preços mínimos, especificados no artigo VI ou determinados segundo o estabelecido nesse artigo, poderá recorrer ao procedimento estabelecido no artigo V.

6. Nos termos do presente Acordo, os países exportadores não estão sujeitos à obrigação de vender qualquer quantidade de trigo, a menos que lhes seja requerido, segundo o estabelecido no artigo V, a preços compatíveis com os preços máximos, especificados no artigo VI ou

determinados segundo o estabelecido nesse artigo. Nos termos do presente Acordo, os países importadores não estão sujeitos à obrigação de comprar qualquer quantidade de trigo, a menos que lhes seja requerido, segundo o estabelecido no artigo v, a preços compatíveis com os preços mínimos, especificados no artigo vi ou determinados segundo o estabelecido nesse artigo.

7. A quantidade de farinha de trigo que porventura haja de ser fornecida pelo país exportador e aceite pelo país importador segundo as suas respectivas quantidades garantidas será, sujeita às disposições do artigo v, determinada por acordo entre o comprador e o vendedor em cada transacção.

8. Os países exportadores e os países importadores poderão preencher livremente com as suas quantidades garantidas por operações comerciais particulares ou por outros meios. Nenhuma disposição deste Acordo poderá ser tomada como base para dispensar qualquer entidade comercial particular de se conformar às leis e regulamentos aos quais esteja sujeita duma maneira geral.

9. O Conselho pode, se entender oportuno, determinar que nenhum país importador compre ou nenhum país exportador venda, dentro dos termos deste Acordo, mais de 90 por cento da sua quantidade garantida para qualquer ano agrícola antes do dia 28 de Fevereiro desse ano agrícola.

Anexo A ao artigo III

Compras garantidas para cada ano agrícola

	Toneladas métricas	Equivalências em bushels
Alemanha	1 500 000	55 115 565
Arábia Saudita	100 000	3 674 371
Austria	100 000	3 674 371
Bélgica	450 000	16 534 669
Bolívia	110 000	4 041 803
Brasil	200 000	7 348 742
Ceilão	175 000	6 430 149
Cidade do Vaticano	15 000	551 156
Colômbia	70 000	2 572 060
Coreia	60 000	2 204 623
Costa Rica	40 000	1 469 748
Cuba	202 000	7 422 229
Dinamarca	50 000	1 837 185
Egipto	300 000	11 023 113
Equador	50 000	1 837 185
Espanha	125 000	4 592 964
Filipinas	165 000	6 062 712
Grécia	300 000	11 023 113
Guatemala	40 000	1 469 748
Haiti	60 000	2 204 623
Holanda	700 000	25 720 597
Índia	200 000	7 348 742
Indonésia	140 000	5 144 119
Irlanda	150 000	5 511 557
Israel	225 000	8 267 335
Itália	100 000	3 674 371
Japão	1 000 000	36 743 710
Jordânia	10 000	367 437
Jugoslávia	100 000	3 674 371
Líbano	75 000	2 755 778
Libéria	2 000	73 487
México	100 000	3 674 371
Nicarágua	10 000	367 437
Noruega	180 000	6 613 868
Nova Zelândia	160 000	5 878 994
Panamá	30 000	1 102 311
Peru	200 000	7 348 742
Portugal	160 000	5 878 994
República Dominicana	30 000	1 102 311
República das Honduras	25 000	918 593
Salvador	25 000	918 593
Suíça	190 000	6 981 305
União Sul-Africana	150 000	5 511 557
Venezuela	170 000	6 246 431
	8 244 000	302 915 145

Anexo B ao artigo III

Vendas garantidas para cada ano agrícola

	Toneladas métricas	Equivalências em bushels
Argentina	400 000	14 697 484
Austrália	823 471	30 257 380
Canadá	2 800 395	102 896 902
Estados Unidos	3 595 134	132 098 561
França	450 000	16 534 669
Suécia	175 000	6 430 149
	8 244 000	302 915 145

ARTIGO IV

Registo de transacções a descontar nas quantidades garantidas

1. O Conselho manterá para cada ano agrícola um registo das transacções totais ou parciais de trigo que façam parte das quantidades garantidas que figuram nos anexos A e B ao artigo III.

2. Nos livros do Conselho registar-se-á, a deduzir das quantidades garantidas dos países respectivos para cada ano agrícola, toda a transacção total ou parcial de trigo em grão realizada entre um país importador e um país exportador:

- Sempre que i) o preço não seja superior ao máximo nem inferior ao mínimo, especificados no artigo vi ou determinados por esse artigo, e ii) quando o país exportador e o país importador não tenham acordado em que essa transacção não seja registada para abater às suas quantidades garantidas; e
- Contanto que i) o país exportador e o país importador interessados tenham quantidades garantidas não cumpridas para esse ano agrícola e ii) que o período de embarque especificado na transacção se enquadre nesse ano agrícola.

3. Qualquer transacção total ou parcial respeitante a compra e venda de trigo pode ser registada nos livros do Conselho, a deduzir das quantidades garantidas dos países importador e exportador interessados, segundo as condições especificadas neste artigo, mesmo que a transacção tenha sido realizada antes que esses países ou um deles tenham depositado os seus instrumentos de aceitação do presente Acordo.

4. Se um contrato comercial ou um acordo governamental para a compra e venda de farinha de trigo contém uma cláusula ou se o país exportador ou país importador interessados informam o Conselho de que estão de acordo em que o preço dessa farinha de trigo é compatível com os preços especificados no artigo vi ou determinados segundo a letra desse artigo, a quantidade de trigo em grão equivalente a essa farinha será, segundo as condições prescritas nas alíneas a), ii), e b) do parágrafo 2 deste artigo, registada nos livros do Conselho para dedução das quantidades garantidas desses países. Se o contrato comercial ou o acordo governamental não contém nenhuma cláusula desta natureza e se o país exportador e o país importador interessados não concordam em que o preço da farinha de trigo é compatível com os preços especificados no artigo vi ou determinados pela letra desse artigo, qualquer desses países pode, a não ser que tenham acordado em que a farinha de trigo equivalente ao trigo em

grão não fique registada nos livros do Conselho para abater às suas quantidades garantidas, requerer ao Conselho que resolva a questão. No caso de o Conselho, depois de examinar esse requerimento, decidir que o preço dessa farinha de trigo é compatível com os preços especificados no artigo vi ou determinados pela letra desse artigo, o trigo em grão equivalente à farinha de trigo será registado para dedução das quantidades garantidas dos países importador e exportador interessados, segundo as condições prescritas na alínea b) do parágrafo 2 deste artigo. No caso de o Conselho, depois de examinar esse requerimento, decidir que o preço dessa farinha de trigo é incompatível com os preços especificados no artigo vi ou determinados pela letra desse artigo, o trigo em grão equivalente à farinha de trigo não será registado.

5. Contanto que se observem as condições especificadas no parágrafo 2 ou no parágrafo 4 deste artigo, à excepção da alínea b), ii), do parágrafo 2, o Conselho pode autorizar que as transacções sejam registadas para dedução das quantidades garantidas de um ano agrícola, se a) o período de embarque especificado na transacção ficar compreendido num prazo razoável, dependente da aprovação do Conselho, até um mês antes do começo ou depois do fim desse ano agrícola, e b) desde que tanto o país importador como o país exportador interessados concordem.

6. Durante o período em que a navegação entre Fort William/Port Arthur e os portos canadianos do Atlântico esteja interrompida, poderá inscrever-se nos livros do Conselho uma transacção total ou parcial, não obstante o estabelecido no parágrafo 4 do artigo vi, para dedução da quantidade garantida do país exportador e do país importador interessados, no caso de se tratar de:

- a) Trigo canadiano transportado unicamente por caminho de ferro desde Fort William/Port Arthur até aos portos canadianos no Atlântico, ou de
- b) Trigo dos Estados Unidos da América que, excepto por condições alheias à vontade do comprador e do vendedor, seria transportado por via lacustre e por caminho de ferro para portos dos Estados Unidos no Atlântico e que, não podendo ser transportado, é transportado só por caminho de ferro até aos portos dos Estados Unidos no Atlântico, uma vez que o pagamento do excesso do custo desse transporte seja acordado entre o comprador e o vendedor.

7. O Conselho estabelecerá, de acordo com as disposições seguintes, um regulamento para a notificação e registo das transacções que fazem parte das quantidades garantidas:

- a) Para que qualquer transacção total ou parcial entre um país exportador e um país importador, reunindo as condições estabelecidas nos parágrafos 2, 3 ou 4 do presente artigo, faça parte das quantidades garantidas desses países terá de ser notificada ao Conselho por um ou por ambos os países dentro do prazo e com os pormenores que o Conselho fixar no seu regulamento;
- b) Qualquer transacção total ou parcial segundo o estabelecido na alínea a) será registada nos livros do Conselho para dedução das quantidades garantidas do país exportador e do país importador entre os quais se realize essa transacção;
- c) A ordem pela qual as transacções totais ou parciais serão registadas nos livros do Conselho

para dedução nas quantidades garantidas será prescrita pelo Conselho no seu regulamento;

- d) O Conselho, em ocasião a fixar no seu regulamento, notificará cada um dos países exportadores e cada um dos países importadores quando qualquer transacção total ou parcial seja registada nos livros do Conselho para dedução das suas quantidades garantidas;
- e) Se durante um certo prazo a prescrever pelo Conselho no seu regulamento o país importador ou o país exportador interessados opuserem qualquer objecção com respeito ao registo de uma transacção total ou parcial nos livros do Conselho para dedução das suas quantidades garantidas, o Conselho estudará o assunto e, se decidir que a objecção tem fundamento, fará a respectiva emenda nos seus livros;
- f) No caso de qualquer país exportador ou importador considerar que seja provável que a quantidade total de trigo já registada nos livros do Conselho para dedução da sua quantidade garantida para o ano agrícola corrente não possa vir a ser embarcada durante esse ano agrícola, esse país poderá requerer ao Conselho que este faça as necessárias reduções nas quantidades registadas nos seus livros. O Conselho estudará o assunto e, se decidir que o requerimento tem justificação, fará a respectiva emenda nos seus livros;
- g) Qualquer trigo comprado por um país importador a um país exportador e revendido a outro país importador pode, por acordo entre os países importadores interessados, ser registado para dedução nas compras garantidas não efectuadas do país importador ao qual o trigo foi em última análise revendido, contanto que uma redução correspondente se faça na quantidade registada para dedução das compras garantidas do primeiro país importador;
- h) O Conselho enviará semanalmente a todos os países exportadores e importadores, ou com a frequência que o Conselho venha a prescrever no seu regulamento, uma nota das quantidades registadas nos seus livros para dedução das quantidades garantidas;
- i) O Conselho notificará imediatamente todos os países exportadores e importadores logo que a quantidade garantida de qualquer país exportador ou importador tenha sido atingida para qualquer ano agrícola.

8. A qualquer país exportador ou a qualquer país importador pode ser concedida, quanto ao cumprimento da sua quantidade garantida, uma certa tolerância, a prescrever pelo Conselho para esse país, tomando como base a sua quantidade garantida e outros factores de importância.

ARTIGO V

Exercício de direitos

1. a) Qualquer país importador que tenha dificuldade em adquirir a quantidade garantida não preenchida para qualquer ano agrícola a preços compatíveis com os preços máximos especificados no artigo vi ou determinados pela letra desse artigo pode requerer ao Conselho ajuda para efectuar essas compras;
- b) No prazo de três dias após a recepção dum requerimento mencionado na alínea a) o secre-

tário do Conselho deverá notificar os países exportadores que têm quantidades garantidas por preencher referentes a esse ano agrícola sobre o total da quantidade garantida não preenchida do país importador que requereu a ajuda do Conselho e convidar esses países exportadores a oferecer para venda trigo a preços compatíveis com os preços máximos, especificados no artigo VI ou determinados segundo o estabelecido nesse artigo;

- c) Se passados vinte dias sobre a nota do secretário do Conselho a que se refere a alínea b) o total da quantidade garantida não preenchida do país importador requerente ou apenas uma parte que na opinião do Conselho seja razoável na ocasião em que se fez o requerimento não tiver sido ainda oferecida para venda, o Conselho decidirá tão rapidamente quanto possível:

- i) As quantidades, e também, se for requerido, .
- ii) A qualidade e tipo de trigo em grão ou farinha de trigo ou de ambos que cada um ou qualquer dos países exportadores é solicitado a oferecer para venda a esse país importador para carregamento durante o ano agrícola em curso ou dentro de um prazo subsequente que não exceda um mês, que o Conselho poderá fixar.

O Conselho pronunciar-se-á acerca dos pontos i) e ii) acima referidos depois de ter recebido garantias, se estas forem pedidas, de que o trigo em grão ou a farinha de trigo vai ser consumido no país importador ou se destina ao seu comércio normal ou tradicional; e, ao tomar a sua decisão, o Conselho também levará em conta quaisquer circunstâncias que os países importadores e exportadores possam apresentar, entre as quais:

- iii) O volume normal tradicional e a proporção de importações de farinha de trigo e de trigo em grão, assim como a qualidade e tipo da farinha de trigo e do trigo em grão importados por esse país importador, e
- iv) A proporção da quantidade garantida já vendida por cada um dos países exportadores na ocasião em que se fez o requerimento.

- d) Cada país exportador solicitado, em virtude da decisão tomada pelo Conselho a que se refere a alínea c), para oferecer quantidades de trigo em grão ou de farinha de trigo ou de ambos para venda ao país importador deverá, dentro do prazo de trinta dias, a partir da data dessa decisão, oferecer para venda essas quantidades ao país importador interessado para carregamento durante o período previsto na alínea c), a preços compatíveis com os preços máximos especificados no artigo VI ou determinados segundo o estabelecido nesse artigo e, a não ser que esses países acordem em algo diferente, nas condições geralmente usadas entre eles nessa época, no que diz respeito à escolha de divisas em que o pagamento deve ser efectuado;

- e) Quando haja desacordo entre um país exportador e um país importador, seja devido ao ajustamento do preço a aplicar em virtude

de diferenças de qualidade a apresentar, seja devido à quantidade ou ao preço da farinha de trigo a incluir numa dada transacção, que esteja sendo negociada sob as directrizes da decisão tomada pelo Conselho segundo a alínea c), ou na relação do preço dessa farinha de trigo para os preços máximos de trigo em grão especificados pelo artigo VI ou determinados segundo o estabelecido nesse artigo, seja devido às condições pelas quais o trigo em grão ou a farinha de trigo ou ambos devem ser comprados e vendidos, o assunto deverá ser apresentado ao Conselho, para que este tome uma decisão.

2. a) Qualquer país exportador que tenha dificuldade em vender a sua quantidade garantida em qualquer ano agrícola a preços compatíveis com os preços mínimos, especificados pelo artigo VI ou determinados segundo o estabelecido nesse artigo, pode requerer auxílio ao Conselho para efectuar as vendas desejadas;
- b) No prazo de três dias após a recepção de um requerimento mencionado na alínea a), o secretário do Conselho deverá notificar os países importadores que têm quantidades garantidas não preenchidas referentes a esse ano agrícola sobre o total da quantidade garantida não preenchida do país exportador que requereu a ajuda do Conselho e convidar esses países importadores a propor a compra de trigo a preços compatíveis com os preços mínimos especificados no artigo VI ou determinados segundo o estabelecido nesse artigo;
- c) Se passados vinte dias sobre a nota do secretário do Conselho a que se refere a alínea b) o total da quantidade garantida não preenchida do país exportador requerente, ou apenas uma parte que na opinião do Conselho seja razoável na ocasião em que se fez o requerimento, não tiver sido ainda comprado, o Conselho decidirá tão rapidamente quanto possível:

- i) As quantidades, e também, se for requerido,
- ii) A qualidade e o tipo do trigo em grão ou da farinha de trigo, ou de ambos, que cada um ou qualquer dos países importadores é solicitado a comprar a esse país exportador para carregamento durante o ano agrícola em curso ou dentro de um prazo subsequente que não exceda um mês, que o Conselho poderá fixar.

O Conselho ao tomar uma decisão acerca dos pontos i) e ii) acima referidos levará em linha de conta quaisquer circunstâncias que os países exportadores e os países importadores possam submeter à sua apreciação, abrangendo, no caso de cada país importador:

- iii) O volume normal tradicional e a proporção das suas importações de farinha de trigo e de trigo em grão, assim como a qualidade e o tipo da farinha de trigo e de trigo em grão importados, e
- iv) A proporção da sua quantidade garantida já comprada à data do requerimento.

- d) Cada país importador solicitado, em virtude da decisão tomada pelo Conselho a que se refere a alínea c), para propor a compra de quantidades de trigo em grão ou de farinha de trigo ou de ambos ao país exportador deverá, dentro do prazo de trinta dias, a partir da data dessa decisão, propor a compra dessas quantidades ao país exportador referido para carregamento durante o período previsto na alínea c), a preços compatíveis com os preços mínimos especificados no artigo VI ou determinados segundo o estabelecido nesse artigo, e, a não ser que esses países acordem em algo diferente, nas condições geralmente usadas entre eles nessa época, no que diz respeito à escolha das divisas em que o pagamento deve ser efectuado;
- e) Quando haja desacordo entre um país exportador e um país importador, seja devido ao ajustamento do preço a aplicar em virtude de diferenças de qualidade a apresentar, seja devido à quantidade ou ao preço da farinha de trigo a incluir numa dada transacção, que esteja sendo negociada sob as directrizes da decisão tomada pelo Conselho segundo a alínea c) ou na relação do preço dessa farinha de trigo para os preços mínimos de trigo em grão, especificados pelo artigo VI ou determinados segundo o estabelecido nesse artigo, seja devido às condições pelas quais o trigo em grão ou a farinha de trigo ou ambos devem ser comprados e vendidos, o assunto deverá ser apresentado ao Conselho para que este tome uma decisão.

3. Para efeitos deste artigo, Port Churchill não será considerado porto de embarque.

ARTIGO VI

Preços

1. a) Os preços básicos mínimo e máximo para a duração do presente Acordo serão:

Mínimo, \$1,50;
Máximo, \$2,00;

em moeda canadiana, por *bushel*, à paridade do dólar canadiano, determinada para as necessidades do Fundo Monetário Internacional à data de 1 de Março de 1949, para trigo a granel n.º 1 Manitoba Northern armazenado em Fort William/Port Arthur. Os preços básicos mínimo e máximo e os seus equivalentes mencionados abaixo não compreendem as despesas de detenção e de colocação, que serão acordadas entre o comprador e o vendedor;

- b) As despesas de detenção acordadas entre o comprador e o vendedor só poderão ser imputadas ao comprador depois de um certo prazo, especificado no contrato sob o qual o trigo foi vendido.

2. Os preços máximos equivalentes para trigo a granel serão para:

- a) Trigo n.º 1 Manitoba Northern armazenado em Vancôver será o preço máximo para trigo n.º 1 Manitoba Northern a granel armaze-

nado em Fort William/Port Arthur, especificado no parágrafo 1 deste artigo;

- b) Trigo n.º 1 Manitoba Northern F. O. B. Port Churchill, Manitoba, será o preço equivalente ao preço C. e F. no país de destino do preço máximo para trigo n.º 1 Manitoba Northern a granel armazenado em Fort William/Port Arthur, especificado no parágrafo 1 deste artigo, utilizando-se para o cálculo as taxas correntes do transporte e câmbios;
- c) Trigo argentino armazenado em portos marítimos, o preço máximo será o do trigo n.º 1 Manitoba Northern a granel armazenado em Fort William/Port Arthur, especificado no parágrafo 1 deste artigo, convertido em moeda argentina à taxa de câmbio corrente, sendo as diferenças de qualidade ajustadas por acordo entre o país exportador e o país importador interessados;
- d) Trigo australiano F. A. Q. armazenado em portos marítimos, o preço máximo será o do trigo n.º 1 Manitoba Northern a granel armazenado em Fort William/Port Arthur, especificado no parágrafo 1 deste artigo, convertido em moeda australiana à taxa de câmbio corrente, sendo as diferenças de qualidade ajustadas por acordo entre o país exportador e o país importador interessados;
- e) Trigo francês sob amostra ou descrição F. O. B. portos marítimos ou posto na fronteira francesa (segundo o caso), o preço será:
- i) Se o país de destino tiver costa marítima, o preço C. e F. no país de destino para trigo n.º 1 Manitoba Northern a granel armazenado em Fort William/Port Arthur, ao preço máximo especificado no parágrafo 1 deste artigo, deduzindo-se o custo do transporte entre a costa francesa e a costa do país de destino;
 - ii) Se o país de destino não tiver costa marítima, o preço na fronteira francesa igualará o preço determinado na alínea i) acima, em relação a um fornecimento de trigo em Hamburgo, utilizando-se para o cálculo as taxas correntes de transportes e de câmbios, sendo as diferenças de qualidade ajustadas por acordo entre o país exportador e o país importador interessados;
- f) Trigo sueco sob amostra ou descrição F. O. B. portos suecos entre Estocolmo e Gotemburgo, ambos incluídos, será o preço equivalente ao preço C. e F. no país de destino ao preço máximo do trigo n.º 1 Manitoba Northern a granel armazenado em Fort William/Port Arthur, especificado no parágrafo 1 deste artigo, utilizando-se para o cálculo as taxas correntes de transportes e câmbios, sendo as diferenças de qualidade ajustadas por acordo entre o país exportador e o país importador interessados;
- g) Trigo n.º 1 Hard Winter F. O. B. portos dos Estados Unidos da América, no golfo do México e no Atlântico, será o preço equivalente ao preço C. e F. no país de destino ao preço máximo para o trigo n.º 1 Manitoba Northern a granel armazenado em Fort William/Port Arthur, especificado no parágrafo 1 deste artigo, utilizando-se para o cálculo as

taxas correntes de transporte e câmbios, por acordo entre o país exportador e o país importador interessados; e

- h) Trigo n.º 1 Soft White ou para trigo n.º 1 Hard Winter armazenados em portos dos Estados Unidos da América no Pacífico, será o preço máximo do trigo n.º 1 Manitoba Northern a granel armazenado em Fort William/Port Arthur, especificado no parágrafo 1 deste artigo, utilizando-se para o cálculo as taxas correntes de transportes e de câmbio, sendo as diferenças de qualidade ajustadas por acordo entre o país exportador e o país importador interessados.

3. O preço mínimo equivalente para trigo a granel para:

- a) Trigo n.º 1 Manitoba Northern F. O. B. Vancôver;
- b) Trigo n.º 1 Manitoba Northern F. O. B. Port Churchill, Manitoba;
- c) Trigo argentino F. O. B. Argentina;
- d) Trigo F. A. Q. F. O. B. Austrália;
- e) Trigo francês sob amostra ou descrição F. O. B. portos franceses;
- f) Trigo sueco sob amostra ou descrição F. O. B. portos suecos entre Estocolmo e Gotemburgo, ambos incluídos;
- g) Trigo n.º 1 Hard Winter F. O. B. portos dos Estados Unidos da América, no golfo do México ou no Atlântico;
- h) Trigo n.º 1 Soft White ou trigo n.º 1 Hard Winter F. O. B. portos dos Estados Unidos da América no Pacífico;

será respectivamente:

Os preços F. O. B. nos portos de Vancôver, Port Churchill, Argentina, Austrália, França, portos suecos entre Estocolmo e Gotemburgo, ambos incluídos, portos dos Estados Unidos da América no golfo do México ou no Atlântico e portos dos Estados Unidos da América no Pacífico, equivalentes aos preços C. e F. no Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte dos preços mínimos do trigo n.º 1 Manitoba Northern a granel armazenado em Fort William/Port Arthur, especificados no parágrafo 1 deste artigo, utilizando-se para o cálculo as taxas correntes de transportes e de câmbios, sendo as diferenças de qualidade ajustadas por acordo entre o país exportador e o país importador interessados.

4. No período durante o qual a navegação está interrompida entre Fort William/Port Arthur e os portos canadenses do Atlântico determinar-se-ão preços máximos e mínimos equivalentes, tomando-se como referência somente o movimento de trigo por via lacustre ou caminho de ferro entre Fort William/Port Arthur e os portos canadenses de Inverno.

5. A Comissão Executiva, em consulta com a Comissão Consultiva sobre Equivalências de Preços, pode determinar os preços máximo e mínimo equivalentes para trigo noutros pontos além dos especificados acima e pode também designar qualquer descrição, tipo, classe ou categoria de trigo além dos especificados acima nos parágrafos 2 e 3 e determinar os preços mínimo e máximo equivalentes respectivos; sempre que o preço equivalente de qualquer outro trigo não tenha

sido ainda determinado, os preços mínimo e máximo são provisoriamente determinados de acordo com os preços mínimo e máximo da descrição, tipo, classe ou categoria do trigo especificado neste artigo ou subsequentemente designada pela Comissão Executiva após consulta com a Comissão Consultiva sobre equivalências de preços, que seja mais estreitamente comparável a esse outro trigo, por adição de prêmio apropriado ou dedução de um desconto apropriado.

6. Se qualquer país exportador ou importador assinalar à Comissão Executiva que um preço equivalente, que tenha sido estabelecido segundo os parágrafos 2, 3 ou 5 deste artigo, deixou de ser equitativo em virtude das taxas de transportes ou câmbios ou devido a prêmios ou descontos do mercado, a Comissão Executiva estudará o assunto e, após consulta com a Comissão Consultiva sobre Equivalências de Preços, poderá ajustar esse preço da forma que considerar oportuna.

7. Ao estabelecer preços equivalentes mínimo e máximo, segundo os parágrafos 2, 3, 5 ou 6 acima, não se efectuará nenhum ajuste por diferenças de qualidade que resulte em que o preço equivalente mínimo ou máximo de trigo de qualquer descrição, tipo, classe ou categoria se venha a fixar a um nível mais elevado do que o preço básico mínimo ou máximo respectivamente especificado no parágrafo 1 acima.

8. No caso de haver desacordo quanto ao prêmio ou desconto apropriados a aplicar para efeito do que foi estabelecido nos parágrafos 5 e 6 deste artigo com respeito a qualquer descrição de trigo especificada nos parágrafos 2 ou 3 ou designada segundo o parágrafo 5 deste artigo a Comissão Executiva, após consulta com a Comissão Consultiva sobre Equivalências de Preços, decidirá o assunto a requerimento do país importador ou exportador interessados.

9. Todas as decisões tomadas pela Comissão Executiva, segundo os parágrafos 5, 6 e 8 deste artigo, obrigarão todos os países exportadores e importadores, a não ser que qualquer desses países considere que essa decisão é prejudicial para esse país, e poderá, nesse caso, apelar para o Conselho para que este reveja essa decisão.

ARTIGO VII

Reservas

1. A fim de assegurar fornecimentos de trigo aos países importadores, cada país exportador esforçar-se-á por armazenar uma reserva de trigo da última colheita no fim de cada ano agrícola em nível adequado para assegurar o cumprimento das suas vendas garantidas segundo este Acordo no ano agrícola seguinte.

2. No caso de um país exportador ter uma colheita insuficiente, o Conselho estudará atentamente as medidas tomadas por esse país exportador, a fim de manter reservas adequadas segundo o estabelecido no parágrafo 1 deste artigo, antes de se lhe relevarem, segundo o artigo x, quaisquer das obrigações por ele tomadas.

3. A fim de se evitarem compras desproporcionadas de trigo no começo e no fim de cada ano agrícola, o que poderia prejudicar a estabilização dos preços fixados por este Acordo e dificultar o cumprimento das obrigações tomadas por todos os países importadores e exportadores, os países importadores esforçar-se-ão por manter reservas adequadas durante todo o ano.

4. No caso de um país importador apelar, segundo o estabelecido no artigo XII, o Conselho, antes de tomar uma decisão favorável a esse apelo, estudará com particular atenção as medidas tomadas por esse país importador, com o fim de manter reservas adequadas, como se preconiza no parágrafo 3 deste artigo.

ARTIGO VIII

Informações a fornecer ao Conselho

Os países exportadores e importadores enviarão ao Conselho, dentro do prazo estabelecido por este, todas as informações relativas à administração deste Acordo que o Conselho possa desejar.

TERCEIRA PARTE

Ajustamento das quantidades garantidas

ARTIGO IX

Ajustamento no caso de não participação ou retirada de países

1. No caso de sobrevir uma diferença qualquer entre o total das compras garantidas firmadas no anexo A ao artigo III e o total de vendas garantidas firmadas no anexo B ao artigo III, resultante de qualquer dos países indicados nas listas do anexo A ou do anexo B, a) não subscrever, ou b) não depositar o seu documento de aceitação, ou c) retirar-se segundo o estabelecido nos parágrafos 5, 6 ou 7 do artigo XXII, ou d) ser expulso segundo o estabelecido no artigo XIX, ou e) o Conselho decidir, segundo o estabelecido no artigo XIX, que esse país se encontra em falta no que diz respeito à totalidade ou a parte da sua quantidade garantida neste Acordo, o Conselho, sem prejuízo do direito reconhecido a qualquer país de se retirar do presente Acordo, segundo o estabelecido no parágrafo 6 do artigo XXII, ajustará as quantidades garantidas restantes de tal forma que o total de um anexo iguale o total do outro anexo.

2. O ajustamento a que se refere este artigo será, a menos que o Conselho tome outra decisão, apoiado por dois terços dos votos dos países exportadores e dois terços dos votos dos países importadores, efectuado por redução proporcional às quantidades garantidas no anexo A ou no anexo B, conforme o caso, da quantidade necessária para igualar o total de um anexo ao total do outro.

3. O Conselho, ao proceder aos ajustamentos previstos neste artigo, terá bem presente a vantagem geral de manter o total das compras garantidas e o total das vendas garantidas ao mais alto nível possível.

ARTIGO X

Ajustamentos no caso de colheitas insuficientes ou necessidade de salvaguardar a balança de pagamentos ou reservas monetárias.

1. Qualquer país exportador ou importador que tema não poder, seja devido a uma colheita insuficiente, no caso de um país exportador, seja devido à necessidade de salvaguardar a sua balança de pagamentos ou reservas monetárias, isso no caso de um país importador, cumprir com as obrigações tomadas neste Acordo num determinado ano agrícola, deverá informar o Conselho, o mais cedo possível, e requerer que o Conselho o liberte das suas obrigações, no todo ou em parte, durante esse ano agrícola. Qualquer requerimento recebido pelo Conselho sobre este assunto referente a este parágrafo será estudado sem demora.

2. Se o requerimento disser respeito a uma colheita insuficiente, o Conselho, ao considerar a petição do país para que se lhe relevem as suas obrigações, examinará a situação dos seus abastecimentos.

3. Se o requerimento disser respeito à balança de pagamentos ou a reservas monetárias, o Conselho, no

caso de o país interessado ser membro do Fundo Monetário Internacional, pedirá e tomará em devida conta, com todos os factos que considere pertinentes, a opinião do Fundo sobre a existência e a extensão da necessidade referida no parágrafo 1 deste artigo.

4. Ao estudar um requerimento de dispensa segundo este artigo o Conselho partirá do princípio de que o país interessado envidará o máximo dos esforços possíveis para, no caso de se tratar de um país exportador, levar as suas vendas ao ponto de cumprir as suas obrigações tomadas por este Acordo e, no caso de um país importador, levar as suas compras ao ponto de cumprir as obrigações tomadas por este Acordo.

5. O Conselho ajuizará do fundamento das razões expostas pelo país requerente. No caso de essas razões estarem bem fundamentadas, o Conselho decidirá até que ponto e em que condições o país requerente será relevado da sua quantidade garantida para o ano agrícola indicado. O Conselho comunicará a sua decisão ao país interessado.

6. Se o Conselho decidir que o país requerente seja relevado da quantidade garantida na totalidade ou em parte para o ano agrícola indicado, proceder-se-á do seguinte modo:

- a) O Conselho convidará os outros países importadores, no caso de o país requerente ser importador, ou os países exportadores, no caso de o país requerente ser exportador, a aumentarem as suas quantidades garantidas para o ano agrícola indicado, até perfazer a quantidade garantida que se releva ao país requerente. Depende da aprovação do Conselho qualquer aumento das quantidades garantidas referidas nesta alínea;
- b) Se a quantidade que se releva a um país requerente não pode ser inteiramente compensada pela forma estabelecida na alínea a) deste parágrafo, o Conselho convidará os países exportadores, no caso de o país requerente ser um país importador, ou os países importadores, no caso de o país requerente ser um país exportador, a aceitarem uma redução das suas quantidades garantidas para o ano agrícola indicado, até que se complete a quantidade garantida relevada ao país requerente, depois de levar em linha de conta quaisquer ajustamentos efectuados conforme a alínea a) deste parágrafo;
- c) No caso de o total das ofertas feitas ao Conselho pelos países exportadores e pelos países importadores, para aumentarem as suas quantidades garantidas, conforme a alínea a) deste parágrafo, ou para reduzi-las, conforme a alínea b) deste parágrafo, exceder a quantidade garantida relevada ao país requerente, a não ser que o Conselho tome outra decisão, as quantidades garantidas aumentar-se-ão ou reduzir-se-ão, conforme o caso, proporcionalmente, contanto que esse aumento ou essa redução da quantidade garantida de qualquer desses países não exceda a sua oferta;
- d) No caso de a quantidade garantida relevada ao país requerente não poder ser inteiramente compensada pela forma indicada nas alíneas a) e b) deste parágrafo, o Conselho reduzirá para o ano agrícola indicado as quantidades garantidas estipuladas no anexo A ao artigo III, se o país requerente for um país exportador, ou no anexo B ao artigo III, se o país requerente for um país importador, da quantidade necessária para que o total de um

anexo seja igual ao do outro. A menos que os países exportadores, no caso de redução do anexo B, ou os países importadores, no caso de redução do anexo A, acordem em tomar outra decisão, a redução far-se-á proporcionalmente, levando em linha de conta qualquer redução já efectuada, segundo a alínea b) deste parágrafo.

ARTIGO XI

Ajustamento de quantidades garantidas por acordo mútuo

1. Sempre que um país exportador e um país importador requeiram ao Conselho o ajustamento por esta forma das suas quantidades garantidas, este poderá aprovar aumentos das quantidades requeridas por meio de um anexo ao artigo III, para o resto do período regulado pelo presente Acordo, juntamente com aumentos equivalentes no outro anexo para o mesmo período.

2. Qualquer país exportador pode transferir parte da sua quantidade garantida para outro país exportador e qualquer país importador pode transferir parte da sua quantidade garantida para outro país importador para um ou mais anos agrícolas, contanto que o Conselho aprove a transferência por maioria de votos dos países exportadores e maioria de votos dos países importadores.

3. A quantidade garantida de qualquer país signatário do presente Acordo, segundo o estabelecido no artigo XXI, deverá ser compensada pelos ajustamentos correspondentes, conforme aumento ou diminuição das quantidades garantidas de um ou mais países nos anexos A e B do artigo III. A aprovação desses ajustamentos dependerá do consentimento de cada país exportador ou importador cuja quantidade garantida seja por esse modo modificada.

ARTIGO XII

Compras adicionais em caso de necessidade urgente

Com o fim de resolver uma necessidade urgente que tenha surgido ou ameace surgir no seu território, um país importador pode requerer o auxílio do Conselho para conseguir abastecimentos de trigo além das suas compras garantidas. O Conselho, ao estudar esse requerimento, poderá reduzir proporcionalmente as quantidades garantidas dos outros países importadores, a fim de poder atribuir a quantidade de trigo que julgue necessária para aliviar a emergência criada por essa necessidade urgente, no caso de o Conselho considerar que essa falta não se possa remediar de qualquer outra maneira. Qualquer redução das quantidades garantidas a efectuar segundo o estabelecido neste parágrafo único requer dois terços dos votos dos países exportadores e dois terços dos votos dos países importadores.

QUARTA PARTE

Administração

ARTIGO XIII

O Conselho

A) Constituição:

1. O Conselho Internacional do Trigo, constituído pelo Acordo Internacional do Trigo, o qual foi proposto para assinatura em 23 de Março de 1949 em

Washington, continuará em exercício quanto à administração do presente Acordo.

2. Cada país exportador e cada país importador será membro do Conselho, com direito a voto, podendo ser representado nas reuniões do Conselho por um delegado, suplentes e consultores.

3. O Conselho poderá convidar certas organizações intergovernamentais, que poderão nomear representantes, que assistirão às reuniões do Conselho, sem voto.

4. O Conselho elegerá para cada ano agrícola um presidente e um vice-presidente.

B) Poderes e funções:

5. O Conselho redigirá o seu regulamento.

6. O Conselho organizará os seus registos conforme as necessidades do presente Acordo, além de outros registos que possa considerar necessários.

7. a) O Conselho poderá estudar quaisquer aspectos da situação mundial do trigo e promover troca de informações e consultas intergovernamentais referentes a essa situação. O Conselho poderá tomar as medidas que julgue convenientes para obter para qualquer destas actividades a colaboração da Food and Agricultural Organization das Nações Unidas ou de quaisquer outras organizações intergovernamentais ou ainda de Governos que, embora não signatários do presente Acordo, tenham no entanto interesses ligados ao comércio internacional do trigo.

b) Tanto os países exportadores como os importadores reservam para si mesmos o direito de, em completa liberdade, orientar e administrar a sua política nacional em matéria de agricultura e de preços.

8. O Conselho publicará um boletim anual e poderá publicar também qualquer outra informação relativa a assuntos integrados no âmbito do presente Acordo.

9. O Conselho tem todos os outros poderes e exerce todas as outras funções que considere necessários para assegurar a execução das disposições do presente Acordo.

10. Apoiado por dois terços dos votos emitidos pelos países exportadores e dois terços dos votos emitidos pelos países importadores, o Conselho poderá delegar o exercício de qualquer dos seus poderes ou funções. O Conselho poderá, em qualquer ocasião, apoiado na maioria de votos, revogar qualquer delegação de poderes ou funções. Qualquer decisão tomada em virtude de poderes ou funções delegados pelo Conselho, segundo o estabelecido neste parágrafo, fica sujeita a revisão do Conselho, se tal for requerido, dentro do prazo determinado pelo Conselho, por qualquer país exportador ou por qualquer país importador. Qualquer decisão para a qual não tenha sido requerida revisão dentro do prazo determinado obrigará todos os países, quer exportadores, quer importadores.

C) Votação:

11. a) De acordo com o estabelecido nas alíneas b) e c) deste parágrafo, os países importadores disporão de 1000 votos, que serão distribuídos entre eles na proporção existente entre as compras garantidas de cada país para cada ano agrícola e o total das compras garantidas para esse ano agrícola. Os países exportadores disporão também de 1000 votos, que serão distribuídos entre eles na proporção existente entre as vendas garantidas de cada país para cada ano agrícola e o total

das vendas garantidas para esse ano agrícola;

- b) Se numa reunião do Conselho um país importador ou um país exportador não estiver representado por um delegado acreditado e não tiver autorizado outro país, conforme o parágrafo 16 deste artigo, para exercer o seu direito de voto, o total dos votos dos países exportadores será ajustado de forma a atingir um número igual ao número dos votos dos países importadores presentes a essa reunião, redistribuindo-se os votos entre os países exportadores proporcionalmente às suas vendas garantidas;
- c) Nenhum país exportador ou nenhum país importador poderá ter menos do que um voto e não haverá votos fraccionados.

12. Quando haja qualquer modificação nas compras garantidas ou nas vendas garantidas para o ano agrícola corrente, o Conselho procederá à redistribuição dos votos segundo o estabelecido no parágrafo 11 deste artigo.

13. No caso de um país exportador ou de um país importador perder os seus votos segundo o estabelecido na parágrafo 5 do artigo XVII ou estes lhe serem retirados segundo o estabelecido no parágrafo 7 do artigo XIX, o Conselho distribuirá os votos como se esse país não tivesse quantidades garantidas durante o ano agrícola corrente.

14. Para a redistribuição de votos realizada segundo o estabelecido neste artigo não se levará em linha de conta nenhuma redução da quantidade garantida, aceite por um país exportador ou por um país importador, segundo o estabelecido na alínea b) do parágrafo 6 do artigo X, nem nenhuma transferência de parte da quantidade garantida de um país para um único ano agrícola, realizada segundo o estabelecido no parágrafo 2 do artigo XI.

15. O Conselho adoptará as suas decisões por maioria de votos, excepto nos casos em que tenha sido disposto de forma diferente neste Acordo.

16. Qualquer país exportador poderá autorizar outro país exportador e qualquer país importador poderá autorizar outro país importador a representar os seus interesses e a dispor dos seus votos em qualquer reunião ou reuniões do Conselho. Deverá submeter-se ao Conselho prova suficiente dessa autorização.

D) Reuniões:

17. Haverá uma reunião do Conselho pelo menos uma vez por semestre em cada ano agrícola e sempre que o presidente assim o decida.

18. O presidente convocará uma reunião do Conselho se lhe requererem a) cinco países, b) um ou mais países que representem, pelo menos, 10 por cento da totalidade dos votos ou c) a Comissão Executiva.

E) Quórum:

19. O quórum em qualquer reunião do Conselho exigirá a presença de delegados com maioria de votos dos países exportadores e maioria de votos dos países importadores antes de se haver efectuado qualquer ajuste de votos, segundo o estabelecido na alínea b) do parágrafo 11 deste artigo.

F) Sede:

20. A sede do Conselho será em Londres, a não ser que o Conselho disponha de outra forma por maioria de votos dos países exportadores e por maioria de votos dos países importadores.

G) Capacidade jurídica:

21. O Conselho terá no território de cada país exportador e importador a competência legal necessária para o exercício das funções que lhe competem em virtude do presente Acordo.

H) Decisões:

22. Cada país exportador ou importador compromete-se a aceitar como obrigatória qualquer decisão que o Conselho adopte em virtude das disposições do presente Acordo.

ARTIGO XIV

Comissão Executiva

1. O Conselho estabelecerá uma Comissão Executiva. Os membros da Comissão Executiva não serão mais de quatro países exportadores, eleitos anualmente pelos países exportadores, nem mais de oito países importadores, eleitos anualmente pelos países importadores. A nomeação do presidente da Comissão Executiva caberá ao Conselho, que também poderá nomear um vice-presidente.

2. A Comissão Executiva será responsável perante o Conselho, sob cuja direcção geral desempenhará as suas funções. Terá os poderes e as funções que lhe tenham sido expressamente consignadas pelo presente Acordo e os que o Conselho nela possa delegar, como previsto no parágrafo 10 do artigo XIII.

3. Os países exportadores representados na Comissão Executiva terão um número total de votos igual ao dos países importadores. Os votos dos países exportadores serão divididos de comum acordo entre eles, contanto que nenhum país exportador exceda 40 por cento da totalidade dos votos dos países exportadores. Os votos dos países importadores serão divididos de comum acordo entre eles, contanto que nenhum país importador exceda 40 por cento dos votos dos países importadores.

4. O Conselho redigirá o regulamento da votação na Comissão Executiva e regulará também as outras actividades da Comissão Executiva como melhor lhe parecer. Qualquer decisão tomada pela Comissão Executiva deverá ser apoiada pela mesma maioria de votos que se prescreve neste Acordo para o Conselho em assuntos da mesma natureza.

5. Qualquer país exportador ou importador, ainda que não seja membro da Comissão Executiva, poderá participar, sem direito a voto, no exame de qualquer assunto tratado pela Comissão, sempre que esta considere que os interesses desse país estão em jogo.

ARTIGO XV

Comissão Consultiva sobre Equivalências de Preços

O Conselho criará uma Comissão Consultiva sobre Equivalências de Preços, formada por representantes de não mais de três países exportadores e de não mais de três países importadores. Essa Comissão dará o seu parecer ao Conselho e à Comissão Executiva nos assuntos referidos pelos parágrafos 5, 6 e 8 do artigo VI, assim como noutros assuntos sobre que o Conselho ou a Comissão Executiva a consultem. O presidente da Comissão será nomeado pelo Conselho.

ARTIGO XVI

Secretaria

1. O Conselho terá uma secretaria, formada por um secretário e o pessoal que possa ser necessário para o trabalho do Conselho e das suas Comissões.

2. O Secretário será nomeado pelo Conselho, que lhe designará as suas atribuições.

3. O pessoal será nomeado em conformidade com as normas estabelecidas pelo Conselho.

ARTIGO XVII

Finanças

1. As despesas das delegações de cada país junto do Conselho, assim como as dos representantes tanto na Comissão Executiva como na Comissão Consultiva sobre Equivalência de Preços, serão suportadas pelos Governos respectivos. As outras despesas ocasionadas pela administração do presente Acordo, incluindo as da secretaria e qualquer remuneração que o Conselho decida abonar ao seu presidente ou ao seu vice-presidente, serão suportadas por contribuição anual, paga pelos países exportadores e pelos países importadores. A contribuição de cada país para cada ano agrícola será fixada em proporção igual à das suas quantidades garantidas para o total de vendas ou de compras garantidas, fixadas no início desse ano agrícola.

2. Logo que o presente Acordo entre em vigor, o Conselho aprovará, no decurso da sua primeira reunião, o orçamento para o período que terminará em 31 de Julho de 1957 e fixará a contribuição a pagar por cada país exportador e cada país importador.

3. Em reunião durante o 2.º semestre de cada ano agrícola o Conselho aprovará o seu orçamento para o ano agrícola seguinte e fixará a contribuição que cada país exportador e cada país importador terão de pagar durante esse período.

4. A contribuição inicial de cada país exportador e cada país importador que adira a este Acordo, segundo o estabelecido no artigo XXI, será fixada pelo Conselho, levando em linha de conta a quantidade garantida que tenha fixado a esse país e o período restante do ano agrícola corrente, mas não se modificarão as contribuições já fixadas aos outros países exportadores e aos outros países importadores para esse ano agrícola.

5. As contribuições serão pagáveis a partir do momento em que sejam fixadas. Qualquer país exportador ou qualquer país importador que deixe de pagar a sua contribuição durante um ano, a partir da data em que foi fixada, perderá o seu direito de voto até que tenha pago a contribuição, mas não será privado de qualquer outro direito nem lhe serão relevadas as obrigações contraídas por este Acordo. No caso de um país exportador ou de um país importador perder o direito ao voto em virtude deste parágrafo, os seus votos serão distribuídos segundo o estabelecido no parágrafo 13 do artigo XIII.

6. O Conselho publicará no decurso de cada ano agrícola um balanço certificado de todas as suas receitas e despesas referentes ao ano agrícola anterior.

7. O Governo do país onde está fixada a sede do Conselho isentará de impostos os ordenados pagos pelo Conselho ao seu pessoal; porém, essa isenção não será aplicada aos súbditos daquele país.

8. O Conselho, antes da sua dissolução, procederá à liquidação do seu passivo e decidirá o destino a dar ao seu arquivo e ao seu activo.

ARTIGO XVIII

Colaboração com outras organizações intergovernamentais

1. O Conselho poderá tomar as medidas necessárias para consultar e obter a colaboração dos organismos competentes e instituições especializadas das Nações Unidas, assim como de outras organizações intergovernamentais.

2. No caso de o Conselho constatar que qualquer disposição do presente Acordo é fundamentalmente incompatível com os requisitos que as Nações Unidas ou os seus organismos competentes e instituições especializadas tenham estabelecido em matéria de acordos intergovernamentais sobre produtos básicos, essa incompatibilidade será considerada como uma circunstância prejudicial ao funcionamento do presente Acordo e nesse caso aplicar-se-á o procedimento estabelecido nos parágrafos 3, 4 e 5 do artigo XXII.

ARTIGO XIX

Contestações e reclamações

1. Qualquer contestação sobre a interpretação ou sobre a aplicação deste Acordo que não se resolva por meio de negociações é apresentada, a pedido de qualquer dos países em desacordo, perante o Conselho.

2. Quando o Conselho tenha recebido uma contestação segundo o estabelecido no parágrafo 1 deste artigo, a maioria dos países ou um número de países que perfazam, pelo menos, um terço do total dos votos, poderá, tendo discutido o assunto a fundo, requerer ao Conselho que, antes de tomar uma decisão, peça a opinião da Comissão Consultiva a que se refere o parágrafo 3 deste artigo sobre os problemas que originaram a contestação.

3. a) Excepto nos casos em que o Conselho tome outra decisão por unanimidade, a Comissão Consultiva constará de:

i) Dois membros nomeados pelos países exportadores, sendo um desses membros pessoa com larga experiência em assuntos do género do que está em litígio e outra com autoridade e experiência em matéria jurídica;

ii) Dois membros como os acima indicados, mas nomeados pelos países importadores; e

iii) Um presidente, escolhido por unanimidade pelos quatro membros nomeados como o estabelecido em i) e ii) ou, em caso de desacordo, pelo presidente do Conselho Internacional do Trigo.

b) Para a Comissão Consultiva poderão ser nomeados cidadãos dos países cujos Governos assinam este Acordo, mas as pessoas nomeadas para a dita Comissão Consultiva actuarão segundo as suas capacidades pessoais, sem receber instruções de nenhum Governo;

c) As despesas da Comissão Consultiva serão suportadas pelo Conselho.

4. A opinião da Comissão Consultiva e as razões que a levarem a formar essa opinião serão submetidas ao Conselho, que decidirá sobre a contestação levando em linha de conta todos os elementos de informação pertinentes.

5. Qualquer reclamação em que se alegue que um país exportador ou um país importador tenha deixado de cumprir obrigações contraídas em virtude deste Acordo será enviada ao Conselho a pedido do país que formula a reclamação, para que o Conselho decida a questão.

6. Nenhum país exportador ou importador poderá ser reconhecido como culpado de infracção ao presente Acordo senão por maioria de votos dos países exportadores e por maioria de votos dos países importadores. Em qualquer constatação de infracção ao presente Acordo cometida por um país exportador ou por um país importador haverá que se especificar a natureza da in-

fracção e, no caso de essa infracção ser relativa à falta de cumprimento com respeito à quantidade garantida, haverá que se especificar a quantidade em falta.

7. Se o Conselho constatar que um país exportador ou um país importador cometeu uma infracção ao presente Acordo, poderá, por maioria de votos dos países exportadores e por maioria de votos dos países importadores, privar o país em questão do seu direito de voto, até que tenha cumprido com as suas obrigações, ou excluí-lo do Acordo.

8. Se um país exportador ou um país importador for privado do seu direito de voto em virtude deste artigo, os votos serão redistribuídos segundo o estabelecido no parágrafo 13 do artigo XIII. Se se chegar à conclusão de que um país exportador ou um país importador está em falta com respeito à totalidade ou a parte da sua quantidade garantida, ou se esse país é excluído deste Acordo, as quantidades garantidas restantes serão ajustadas segundo o estabelecido no artigo IX.

QUINTA PARTE

Disposições finais

ARTIGO XX

Assinatura, aceitação e entrada em vigor

1. O presente Acordo está à disposição dos Governos dos países enumerados nos anexos A e B ao artigo III, para assinatura, em Washington até ao dia 18 de Maio de 1956, inclusive.

2. O presente Acordo estará sujeito à aceitação dos Governos signatários em conformidade com as suas respectivas normas constitucionais. Sob reserva do estabelecido no parágrafo 5 deste artigo, os instrumentos de aceitação serão depositados em poder do Governo dos Estados Unidos da América, o mais tardar, até 16 de Julho de 1956; não obstante, uma notificação apresentada até ao dia 16 de Julho de 1956 ao Governo dos Estados Unidos da América por qualquer Governo signatário, afirmando a sua intenção de aceitar o presente Acordo, seguida do depósito do instrumento da aceitação, o mais tardar, até 1 de Dezembro de 1956, será considerada, para efeitos deste artigo, como aceitação do presente Acordo em 16 de Julho de 1956.

3. Contanto que alguns dos Governos dos países que figuram no anexo A ao artigo III, representando, pelo menos, dois terços das compras garantidas, e que alguns dos Governos dos países que figuram no anexo B ao artigo III, representando, pelo menos, dois terços das vendas garantidas, tenham aceitado o presente Acordo até 16 de Julho de 1956, entrarão em vigor as partes primeira, terceira, quarta e quinta deste Acordo a partir de 16 de Julho de 1956 e a parte segunda em 1 de Agosto de 1956 para os Governos que tenham aceitado o Acordo.

4. Se em 16 de Julho de 1956 se não tiverem cumprido as condições estabelecidas no parágrafo anterior para que este Acordo entre em vigor, os Governos daqueles países que anteriormente a essa data tenham aceitado este Acordo, segundo o estabelecido no parágrafo 2 deste artigo, poderão decidir de comum acordo que o mesmo entrará em vigor entre eles ou optar por quaisquer outras medidas que em seu entender a situação requeira.

5. Qualquer Governo signatário que não tenha aceitado o presente Acordo até 16 de Julho de 1956, segundo o estabelecido no parágrafo 2 deste artigo, poderá obter do Conselho uma prorrogação do prazo para depositar o seu instrumento de aceitação em data posterior. As partes primeira, terceira, quarta e quinta do presente

Acordo entrarão em vigor para esse Governo na data em que deposite o seu instrumento de aceitação e a parte segunda em 1 de Agosto de 1956 ou na data do depósito do instrumento de aceitação, se esta for posterior.

6. O Governo dos Estados Unidos da América notificará a todos os Governos signatários cada assinatura e cada aceitação do presente Acordo.

ARTIGO XXI

Adesão

O Conselho poderá aprovar por dois terços dos votos dos países exportadores e dois terços dos votos dos países importadores a adesão a este Acordo por qualquer Governo que dele ainda não faça parte e fixar as condições dessa adesão, contanto que o Conselho não aprove a adesão de qualquer Governo, segundo o estabelecido neste artigo, sem aprovar simultaneamente os ajustamentos das quantidades garantidas nos anexos A e B ao artigo III, segundo o estabelecido no parágrafo 3 do artigo XI. A adesão será efectuada pela deposição do instrumento de adesão junto do Governo dos Estados Unidos da América, o qual notificará todos os Governos signatários e aderentes sobre cada adesão.

ARTIGO XXII

Duração, emendas, retirada e denúncia

1. Este Acordo manter-se-á em vigor até 31 de Julho de 1959, inclusive.

2. a) O Conselho deverá, quando considerar oportuno, comunicar aos países importadores e exportadores as suas recomendações acerca da renovação ou substituição do presente Acordo;
- b) O Conselho poderá convidar qualquer Governo que, embora não sendo signatário deste Acordo, tenha interesse importante no comércio internacional do trigo a participar nos seus trabalhos a respeito dessa renovação ou substituição.

3. O Conselho poderá, por maioria de votos dos países exportadores e maioria de votos dos países importadores, recomendar uma emenda a este Acordo aos países exportadores e importadores.

4. O Conselho poderá fixar o prazo dentro do qual cada país exportador ou importador deverá notificar o Governo dos Estados Unidos da América, se aceita ou não essa emenda. A emenda tornar-se-á efectiva logo que seja aceite pelos países exportadores que totalizem dois terços dos votos dos países exportadores e pelos países importadores que totalizem dois terços dos votos dos países importadores.

5. Todo o país exportador ou todo o país importador que não tenha notificado aos Estados Unidos da América a sua aceitação de uma emenda até à data em que essa emenda se torne efectiva poderá, depois de notificar por escrito o Governo dos Estados Unidos da América sobre a sua retirada, como o Conselho poderá exigir em cada caso, retirar-se do presente Acordo, no fim de cada ano agrícola corrente, mas não lhe serão relevadas as obrigações que tomou por este Acordo e que não tenha cumprido até ao fim do ano agrícola.

6. Qualquer país exportador que considere os seus interesses gravemente lesados pela não participação neste Acordo ou pela retirada dele de qualquer país mencionado no anexo A ao artigo III e que seja responsável por mais de 5 por cento das quantidades garantidas mencionadas nesse anexo ou qualquer país

importador que considere os seus interesses gravemente lesados pela não participação neste Acordo ou pela retirada dele de qualquer país mencionado no anexo B ao artigo III e que seja responsável por mais de 5 por cento das quantidades garantidas mencionadas nesse anexo poderá retirar-se do presente Acordo, notificando esse facto por escrito ao Governo dos Estados Unidos da América antes de 1 de Agosto de 1956.

7. Qualquer país exportador ou importador que considere em perigo a sua segurança nacional, devido ao rompimento de hostilidades, pode retirar-se do presente Acordo, dando notícia, por escrito, da sua retirada, com trinta dias de antecedência, ao Governo dos Estados Unidos da América.

8. O Governo dos Estados Unidos da América informará todos os Governos signatários e aderentes sobre todas as notificações e avisos que receba segundo o estabelecido neste artigo.

ARTIGO XXIII

Aplicação territorial

1. Qualquer Governo na ocasião de assinar, aceitar ou aderir ao presente Acordo poderá declarar que os direitos e obrigações que contrai em virtude deste Acordo não serão aplicáveis em todos ou em alguns dos seus territórios ultramarinos, cujas relações exteriores estão sob a sua responsabilidade.

2. Com excepção dos territórios a respeito dos quais fez a declaração segundo o estabelecido no parágrafo 1 deste artigo, os direitos e obrigações assumidos por qualquer Governo neste Acordo aplicar-se-ão a todos os territórios cujas relações exteriores estão sob a responsabilidade desse Governo.

3. Qualquer Governo pode, em qualquer ocasião, após a sua aceitação ou adesão a este Acordo, notificar o Governo dos Estados Unidos da América, declarando que os direitos e obrigações que assumiu em virtude deste Acordo se aplicam a todos ou alguns dos territórios acerca dos quais esse Governo tinha feito uma declaração segundo o estabelecido na parágrafo 1 deste artigo.

4. Qualquer Governo poderá, desde que comunique a retirada ao Governo dos Estados Unidos da América, retirar deste Acordo separadamente, com respeito a todos ou a qualquer dos territórios ultramarinos por cujas relações exteriores seja responsável.

5. O Governo dos Estados Unidos da América informará todos os Governos signatários ou aderentes deste Acordo de qualquer declaração ou notificação que tenha sido feita segundo o estabelecido neste artigo.

Em testemunho do que os abaixo assinados, devidamente autorizados para este efeito pelos seus Governos respectivos, assinaram o presente Acordo nas datas que figuram em frente das suas assinaturas.

Os textos deste Acordo, redigidos em inglês, francês e espanhol, serão igualmente autênticos, sendo o original depositado nos arquivos do Governo dos Estados Unidos da América, que transmitirá cópias certificadas a todos os Governos signatários e aderentes do presente Acordo.

Pela Argentina:

18 de Maio de 1956.

Adolfo Vicchi.

Pela Austrália:

17 de Maio de 1956.

Percy C. Spender.

Pela Austria:

17 de Maio de 1956.

Gruber.

Pelo Reino da Bélgica:

15 de Maio de 1956.

Silvercruys. (Esta assinatura é válida pela União Económica Belgo-Luxemburguesa).

Pela Bolívia:

18 de Maio de 1956.

V. Andrade.

Pelo Brasil:

17 de Maio de 1956.

João Carlos Muniz.

Pelo Canadá:

16 de Maio de 1956.

A. D. P. Heeney.

Pelo Ceilão:

Pela Colômbia:

Pela Costa Rica:

18 de Maio de 1956.

Fernando Fournier.

Por Cuba:

Pela Dinamarca:

16 de Maio de 1956.

A. F. Knudsen.

Pela República Dominicana:

18 de Maio de 1956.

Joaquín E. Salazar.

Pelo Equador (*ad referendum*):

15 de Maio de 1956.

B. Peralta P.

Pelo Egipto:

18 de Maio de 1956.

Anwar Niazi.

Pelo Salvador.

16 de Maio de 1956.

Héctor David Castro.

Pela França:

15 de Maio de 1956.

M. Couve de Murville.

Pela República Federal da Alemanha:

18 de Maio de 1956.

Heinz L. Krekler.

Pela Grécia:

15 de Maio de 1956.

Costa P. Caranicas.

Pela Guatemala:

18 de Maio de 1956.

J. Luis Crus-Salazar.

Pelo Haiti:

Pelas Honduras:

Pela Índia:

18 de Maio de 1956.

H. Dayal.

Pela Indonésia:

Pela Irlanda:

14 de Maio de 1956.

John J. Hearne.

Por Israel:

14 de Maio de 1956.

Abba Eban.

Pela Itália:

15 de Maio de 1956.

Manlio Brosio.

Pelo Japão:

15 de Maio de 1956.

Masayuki Tani.

Pelo Reino Hachemita da Jordânia:

Pela República da Coreia:

18 de Maio de 1956.

Pyo Wook Han.

Pelo Líbano:

17 de Maio de 1956.

N. Noussair.

Pela Libéria:

18 de Maio de 1956.

Geo. Padmore.

Pelo México:

17 de Maio de 1956.

Manuel Tello.

Pelo Reino dos Países Baixos:

17 de Maio de 1956.

S. G. M. van Voorst tot Voorst.

Pela Nova Zelândia:

16 de Maio de 1956.

G. D. L. White.

Pela Nicarágua:

17 de Maio de 1956.

Guillermo Sevilla-Sacasa.

Pelo Reino da Noruega:

15 de Maio de 1956.

Torfinn Oftedal.

Pelo Panamá:

16 de Maio de 1956.

J. J. Vallarino.

Pelo Peru:

16 de Maio de 1956.

F. Berckemeyer.

Pela República das Filipinas:

18 de Maio de 1956.

Mauro Calingo.

Por Portugal:

16 de Maio de 1956.

L. Esteves Fernandes.

Pela Arábia Saudita:

Pela Espanha:

Pela Suécia:

Sob reserva de ratificação pelo Parlamento sueco. — 16 de Maio de 1956.

Erik Boheman.

Pela Suíça:

18 de Maio de 1956.

F. Schnyder.

Pela União Sul-Africana:

Sujeito à reserva que o Governo da União empreenda para a compra de 150 000 toneladas métricas de trigo, ao preço-base mínimo de \$ 1.50 e máximo de \$ 2.00, para o Manitoba Northern Wheat n.º 1 para os três anos seguintes. — 18 de Maio de 1956.

J. E. Holloway.

Pelos Estados Unidos da América:

18 de Maio de 1956.

True D. Morse.

Pelo Estado da Cidade do Vaticano:

16 de Maio de 1956.

A. G. Cicognani.

Pela Venezuela:

Pela Jugoslávia:

16 de Maio de 1956.

Leo Mates.